# IIIIIE OUVIERE

HEBDOMADAIRE

PARAIT LE MARDI

N 160 — SEMAINE DU 21 AU 27 SEPTEMBRE 1971

PRIX : 2 F

# BUDGET 1972

Des impôts pour les travailleurs





Des subventions pour les capitalistes

### courrier des lecteurs

#### L'immobilier : un scandale permanent

Des offices de publicité immobilière qui commencent à proliférer à Paris ont recours à des procédés malhonnêtes dans la plus totale im-

Lecteur de Lutte Ouvrière, j'aimerais savoir s'il est possible à votre journal de dénoncer d'une manière cu d'une autre les faits suivants.

Aux termes d'un contrat passé avec le client, une telle maison s'engage, en échange de 150 ou 250 F à lui procurer un logement conforme à ses besoins. En fait, une fois l'argent empoché, l'agence fournit des adresses «bidons» (adresses inexistantes, logements occupés depuis longtemps, etc.). Le client comprend vite qu'il s'est tout simplement fait escroquer 250 F et qu'il ne sera jamais logé.

Bien entendu, la police économique, dûment consultée, nous a dit qu'elle était au courant du trafic mais, pour toutes sortes de raisons, ne pouvait intervenir. Mettons que cela ne nous étonne guère.

Mais les victimes principales sont des travailleurs ne pouvant avoir recours aux « services » d'une agence immobilière, en particulier des travailleurs étrangers, africains ou portugais. Plusieurs dizaines (peut-être centaines) se font ainsi rouler chaque jour.

Peut-être vous est possible de dénoncer cet aspect (un de plus) de la pourriture du système, par exemple en publiant des extraits de cette lettre...

D.C., Paris.

#### La lutte des travailleurs de la Clyde

Lectrice régulière de votre journal, je vous écris pour vous donner un point de vue quelque peu différent de celui exprimé par le camarade du groupe anglais International Socialism, au sujet de la lutte des travailleurs des chantiers navals de la Clyde, en Ecosse, qui dure depuis plus d'un mois maintenant.

Je viens de passer une partie du mois d'août à Glasgow où j'ai suivi d'assez près le déroulement de l'occupation, et cet article m'a étonnée par l'optimisme qu'il reflétait ; j'y ai, en outre, relevé quelques inexactitudes qui ont leur importance.

Tout d'abord, il semble bien qu'il y ait davantage qu'une petite minorité de membres du P.C. parmi les délégués des chantiers. Il ne faut pas oublier que Glasgow est le fief du P.C.B. et un des seuls endroits où celui-ci n'a pas une allure groupusculaire.

D'autre part, j'ai pu constater en discutant avec des ouvriers de la Clyde que la plupart d'entre eux approuvaient cette sorte d'occupation mais étaient bien loin d'entretenir des illusions sur la possibilité de maintenir les chantiers sous contrôle ouvrier. Ils semblaient, au contraire, inquiets quant à l'issue du conflit.

D'ailleurs, les ouvriers, dans l'ensemble, ont très peu l'impression de contrôler « leur » usine.

S'il est vrai que les chefs sont quasiment absents des chantiers, les ouvriers n'ont pas pour autant le sentiment d'être maîtres de la situation.

Ils semblent plutôt déroutés par le manque de perspectives et ne peuvent discuter valablement de tous les problèmes en raison de l'absence d'assemblées générales à l'intérieur des chantiers.

Ils se plaignent, en outre, du renforcement de la discipline imposé par le P.C. qui tient à rester un parti « respectable » comme disent ses dirigeants. On assiste ainsi à une fermeture des portes encore plus rigoureuse le matin, à l'augmentation des cadences et à la suppression des quelques instants de pause où les ouvriers pouvaient aller boire une bière pendant la journée.

On est d'ailleurs surpris par l'absence complète d'enthousiasme ou même d'effervescence à l'entrée des chantiers. Rien, en fait, ne laisse deviner à un étranger aux chantiers que ceux-ci sont occupés.

Et, s'il est vrai que l'occupation des chantiers a été un camouflet politique au gouvernement conservateur et a reçu un accueil extrêmement favorable de tous les travailleurs de la région, il n'en reste pas moins que les ouvriers des chantiers quant à eux souffrent du manque de directives et de perspectives.

Certains se méfient sans doute des dirigeants travaillistes, mais l'ensemble fait confiance au P.C. qui laisse simplement le mouvement s'épuiser en ne cherchant pas à l'étendre.

C'est pourquoi, dans l'absence actuelle de toute alternative au Parti Communiste, les révolutionnaires étant absents de la scène, il me semble qu'on peut redouter à juste titre que cette occupation, forme de lutte exceptionnelle en Grande-Bretagne, se termine par un compromis pourri.

C.N., Paris.

Si nous sommes bien d'accord avec toi pour penser que malgré tout ce que l'on peut reprocher à la politique des grandes centrales syndicales, il est nécessaire d'y militer (et une lecture atteniive de nos articles d'entreprises te montrera que les militants ouvriers de notre tendance n'y manquent pas), cela ne signifie en aucun cas, pour nous, qu'il nous faut renoncer à critiquer cette politique, et à dire ce que nous pensons du rôle social des appareils

syndicaux.

La légende que tu nous reproche ne signifie pas que Séguy « tranquilise » Pompidou (il le tranquilise certainement, en ce sens que Pompidou sait très bien ce que sont Séguy et ses pareils, mais le problème n'est pas d'ordre psychologique), mais dit très exactement ce qu'elle veut dire, à savoir que les dirigeants de la C.G.T., comme ceux de la C.F.D.T., sont parfaitement d'accord pour ne pas engager d'actions d'envergures susceptiles de mettre la bourgeoisie en difficultés, ne serait-ce que sur le plan purement économique. Et ils l'ont bien montré en mai 1968 à Grenelle.

Et si nous parlons de Séguy et de Maire, et non de Bergeron et de Simakis, ce n'est pas parce que nous pensons que les premiers sont moralement plus condamnables que les seconds, mais bien parce que ce sont les appareils cégétistes et cédétistes, parce qu'ils sont de loin les plus influents (et la C.G.T. bien plus que la C.F.D.T., et c'est pourquoi il faut y militer en priorité) qui portent les plus lourdes responsabilités dans le développement ou la démobilisation des luttes ouvrières.

Responsable de la publication: Michel RODINSON

Impression: Roto technic Offset Tél: FLA. 37-07

> Composition: 4, rue du Bouloi

Adressez toute correspondance au nom de Michel Rodinson Initiative Socialiste 54, rue Monsieur-le-Prince 75 - Paris-6°

Nota: cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement.

Tarifs des abonnements:

ordinaires:

6 mois: 30 F 1 an: 50 F

sous pli fermé: 6 mois: 70 F

1 an: 130 F Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers

doivent être faits au: C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

### Révolutionnaires et syndicats

...Je me permets de vous adresser quelques remarques sur des prises de position de votre journal concernant les syndicats français : bien que je n'approuve pas, loin de là, la tactique trop prudente de ceux-ci, je ne pense pas qu'il faille rejeter de prime abord toute action de la C.G.T. et de la C.F.D.T., car mépriser ces centrales reviendrait à abandonner la masse croissante des ouvriers qui y adhèrent... e pense (bien humblement n'étant pas ouvrier!) que le travail, la critique, au sein des syndicats (notamment C.F.D.T.) serait bénéfique, et pour l'ensemble des travailleurs et pour des mouvements comme le vôtre. Dans la même idée, j'ai été un peu choqué par la légende de la photo de dernière page de L.O., nº 157 « un parfait accord pour ne pas mettre la bourgeoisie en danger » (Séguy-Maire). Il ne faut quand même pas exagérer : même un stalinien comme Séguy ne tranquilise pas les Pompidou ou consorts. Que dire alors des réactionnaires et fascistes F.O.-C.F.T.?

Saint-Romain-en-Gal (69)

J.F. P.

L'avenir que le capitalisme nous réserve :

- Aujourd'hui la crise monétaire
- Demain des millions de chômeurs
- Et après-demain, le fascisme...

Réunion publique organisée par



### **VENDREDI 1ER OCTOBRE 1971**

20 h 30 — PALAIS DE LA MUTUALITE

24, rue St-Victor, PARIS-5° Métro : Maubert - Mutualité



Participation aux frais: 2 F

### Éditorial

### Attica:

Un crime de trop de la part des dirigeants américains

'ORDRE règne dans le pénitencier d'Attica. Les autorités américaines, obligées par l'opinion publique de négocier pendant quatre jours avec les détenus révoltés, ont finalement décidé qu'elles devaient démontrer, coûte que coûte, que les forces de l'ordre devaient avoir le dernier mot.

A l'aube du 13 septembre, 1.000 policiers, puissamment armés, se lancèrent à l'assaut du bloc où les détenus, qui ne disposaient que de bâtons pour se défendre, s'étaient barricadés.

C'est finalement par quarante et un morts (trente-deux prisonniers et neuf gardiens-otages) que se solde ce haut fait d'armes de la police américaine. Pour se justifier aux yeux d'une opinion publique indignée, les autorités prétendirent avoir été contraintes d'agir ainsi pour sauver la vie des otages. Elles affirmèrent que le massacre de ceux-ci avait déjà commencé, et que c'était grâce à l'intervention rapide et brutale de la police qu'il n'y eut que neuf otages de tués, les autres ayant été sauvés par les tireurs d'élite qui, de loin, abattirent les prisonniers chargés de les égorger. Le directeur des prisons de l'Etat de New York, Oswald, alla même jusqu'à organiser pour les journalistes une visite des lieux où s'étaient déroulés les événements, affirmant que telle flaque de sang marquait l'endroit ou tel otage avait été égorgé, que telle autre correspondait à la place où un autre otage avait subi « d'affreuses mutilations », et à une question d'un journaliste, il répondit même avec impudence qu'il était « absolument exclu » que certains otages aient pu être tués par erreur lors de l'assaut.

Une partie de la presse ne croyait déjà qu'à moitié ces affirmations, lorsque le médecin légiste qui fit l'autopsie des otages décédés, refusa de cautionner la version officielle, et révéla que tous les morts, sans exception, avaient été tués par balles. Or, seule la police disposait d'armes à feu. Et ce feu fut si nourri et si peu sélectif que les corps de certains otages étaient truffés de huit, dix ou douze projectiles.

Ainsi s'effondrait lamentablement le mensonge, pourtant couvert par les plus hautes autorités américaines, de la police n'intervenant que pour sauver les otages. Ainsi était démontré que, sans aucun souci de la vie, ni des détenus, ni des gardiens qui étaient dans leurs mains, le gouverneur Rockefeller, ce « libéral » bien connu, n'avait donné l'ordre de l'assaut que pour prouver que force devait rester à la loi.

Mais tout cela n'empêcha pas ce même Rockefeller, qui avait déjà envoyé ses félicitations à la police de son Etat pour la manière dont elle s'était acquittée de sa tâche, de déclarer qu'il était malgré tout « certain » que toutes ces morts étaient justifiées, tandis que Nixon, qui avait déjà, le jour même de la tragé-



die, félicité Rockefeller pour la fermeté dont il avait fait preuve, réaffirmait son soutien à celuici.

L'ordre règne à Attica. Mais les leçons de ce massacre débordent de loin les murs du pénitencier, car le comportement criminel des dirigeants de l'impérialisme américain, dans une affaire dont la portée était au départ si limitée, et où ils n'avaient d'autre intérêt que de sauver la face de la police et de l'administration pénitentiaire, est bien significatif de ce qu'ils sont.

Si dans leur propre pays, les dirigeants américains font preuve d'un si total mépris de la vie humaine, y compris de celle de leurs propres mercenaires, s'ils couvrent d'une façon aussi éhontée la sauvagerie de leurs forces de répression, qui peut douter un seul instant que ce ne soit mille fois pire encore dans les pays lointains, lorsque les intérêts majeurs de l'impérialisme américain sont engagés ?

Attica, sur le territoire des Etats-Unis, c'est un peu Song-My, cet Oradour vietnamien. Mais cette fois, le massacre a été commis littéralement sous les yeux du peuple américain, car la télévision était là, une bonne partie de la presse aussi, et aujourd'hui, l'opinion est scandalisée. C'est pourquoi Nixon risque, pour une fois, d'avoir à payer le prix de cette ignominie dans son propre pays.

La classe ouvrière reste bien souvent silencieuse, parce qu'elle n'est pas informée, ou qu'elle est trompée. Lorsque les dirigeants bourgeois font l'erreur de se montrer tels qu'ils sont, il est rare que les travailleurs sensibles à l'injustice, ne le leur fassent pas payer.

**VOIR PAGE 5: « LE BUDGET 72 »** 

### Sinistre parodie de justice à Marrakech

E verdict du tribunal régional de Marrakech est tombé: cinq condamnations à mort, dont quatre par contumace, six à perpétuité, des dizaines de peines allant de deux à trente ans de prison et aussi des acquittements.

Qu'une telle sentence puisse apparaître avec une certaine crédibilité comme « timorée » ou « mesurée » donne la mesure du degré de pourrissement du régime dont le ministre de l'Intérieur se nomme Oufkir. Car enfin, et tous les observateurs ont pu le constater, le procès de Marrakech n'a été rien d'autre qu'une sinistre parodie. Les accusés, dont certains ont été livrés par la police franquiste, sont restés de longs mois entre les mains des tortionnaires qui ont tout fait pour leur extorquer des « aveux ». A l'audience même, les

droits de la défense ont été systématiquement bafoués. Et les prouesses des hommes d'Oufkir n'ont pu empêcher que le dossier ouvert pour « atteinte à la sûreté de l'Etat » n'apparaisse comme totalement vide.

Nous n'aurons pas l'illusion de croire que les juges, qui ont eu dans le passé maintes occasions de montrer leur dévotion au pouvoir royal, ont rendu leur décision sous le coup de scrupules juridiques. Sans doute est-il possible de penser que le verdict n'est pas pour déplaire à Hassan II qui, très récemment, a pu se rendre compte que l'armée, principal soutien de son trône, n'était pas si sûre. De là à interpréter la sentence comme le signe avant coureur d'une réconciliation avec l'U.N.F.P. et la gauche traditionnelle, il n'y a qu'un pas que certains observateurs ont vite franchi.

Quoi qu'il en soit, et au-delà des aléas des combinaisons du jeu politique, la pression qui s'est exercée de la part de l'opinion publique mondiale, et notamment en France, n'est certainement pas restée sans influence dans la décision prise vendredi dernier à Marrakech. La protestation qui s'est développée ne doit pas s'arrêter. Des dizaines de militants marocains sont condamnés à des lourdes peines de prison sans autre raison que d'avoir professé des idées qui déplaisent au pouvoir, cinq accusés sont condamnés à mort, l'un d'entre eux risque d'être exécuté.

Pour empêcher que le sang coule à Marrakech, pour exiger la libération de tous les détenus, la protestation doit se maintenir et s'amplifier. François DELAIN.

### sommaire

#### EN FRANCE

#### • Leur nouvelle société

#### Page 4

- Le faux espoir.
- Le visage répugnant de l'ordre bourgeois.
- Les jeux de plage de l'U.D.R.

#### Page 5

- Un budget satisfaisant... pour les capitalistes.
- « Mesures sociales » et poudre aux yeux.

#### Page 6

- Qui est Lorette Fonseca?
- Les usagers protestent.

#### Dans les entreprises

#### Page 1

- U.A.P. : la grève des archivistes con-
- Berliet (Lyon-Vénissieux) : une combativité syndicale qui choisit son terrain.

#### Page 13

- Echos des entreprises.

#### Pages 14 et 15

- Renault : les problèmes de la rentrée à la régie Renault.
- Citroën : pour une poignée de dollars
- Compagnie des Tubes de Normandie victimes du Capital.

### DANS LE MONDE

### U.S.A.

#### Page 9

— Les syndicats ouvriers appuient Nixon.

#### ISRAEL

- L'Union sacrée battue en brèche.

#### GRECE

### Pages 10 et 11

 Il y a vingt ans, l'impérialisme et la bureaucratie assassinaient le peuple grec.

#### CRISE MONETAIRE

#### Page 20

- Le monde bourgeois en crise?

#### DIVERS

#### Page 7

- Revue de la presse d'extrême-gauche.

#### Page 8

- En bref.

#### Page 16

 Livre : Marx-Engels : correspondance (1835-1848).

#### Pages 17 et 18

Feuilleton.

#### Page 19

- Cinéma.



# Le visage répugnant de l'ordre bourgeois

Marcellin, premier flic de France.

ARCELLIN, avec l'accord des plus hautes autorités de l'Etat, n'a pas attendu longtemps pour prendre des sanctions contre les responsables syndicaux des policiers en tenue qui avaient menacé d'occuper Matignon et l'Elysée.

Pour avoir « cru devoir prendre des dispositions d'autant plus inadmissibles qu'elles sont le fait de fonctionnaires chargés de veiller au respect de la loi et à la sauvegarde des personnes et des biens », dixit Marcellin, le secrétaire du S.N.P.T. a été révoqué et quatre autres policiers mis à la retraite d'office.

Marcellin prétend s'appuyer sur la loi. D'après celle-ci, paraît-il, les policiers n'ont pas le droit de tenir des « propos séditieux ». Et la sanction a été immédiate.

On ne peut pas ne pas remarquer que, dans bien d'autres cas, Marcellin est beaucoup moins prompt à sanctionner, quand bien même il sanctionne.

Certains policiers commettent journellement des actes très précis qui les mettent en infraction avec la loi. Que sont donc sinon des actes illégaux les injures racistes, les passages à tabac, les matraquages, les mauvais traitements de toutes sortes? Où était le respect de la loi, la sauvegarde des personnes dans l'affaire Guiot, l'affaire Jaubert, l'affaire Thévenin?

Dans tous ces cas, il n'y a pas eu de sanction. Dans certaines autres affaires, il a fallu des années, comme l'affaire Meyhaoui, pour obtenir un semblant de justice.

C'est que dans tous ces cas, les policiers jouent le rôle que leur assi gnent la bourgeoisie et son Etat. Pou préserver sa propriété et son ordre, la bourgeoisie s'est donné de s chiens de garde.

Mais il ne faut pas que la bête tire sur sa chaîne et montre les crocs au maître. Tant que la police s'attaque aux opprimés, la bourgeoisie et son Etat savent mettre sous le boisseau leurs lois et leur morale, savent faire preuve de la pire hypocrisie pour flatter les exécuteurs de leurs basses œuvres. Quand il le faut, quand il y a péril en la demeure parce que les exploités menacent de renverser l' « Ordre », ils savent déchaîner la violence aveugle des forces de !'ordre, leur laisser libre cours et les charger de régler les problèmes. Mais c'est à sens unique.

Il n'est pas admissible pour les puissants que leurs serviteurs s'écartent, ne serait-ce que d'un pas, de la place et du rôle qu'on leur a fixé une fois pour toutes; même si ce n'est qu'en paroles. Dans ce cas, la loi est vite brandie, vite appliquée, par l'Etat qui est à la fois juge, partie et bourreau.

Aussi abjecte que soit la police, aussi gangrenés que soient certains des nommes qui la composent, ils ne sont que les produits de l'ordre bourgeois. C'est lui qui l'engendre, qui la dresse et qui contamine ses membres. C'est cet ordre pourri qui transforme des fils de prolétaires ou de paysans en défenseurs appointés du Capital. Sous la respectabilité des bourgeois et des hommes d'Etat, c'est tout cela qui se cache. Et c'est pourquoi la police ne doit pas nous cacher l'ordre bourgeois.

André ROUSSEL



Des policiers sanctionnés. Dans la police, il est moins dangereux d'être sadiques que constataires, car on couvre les premiers et on sanctionne les seconds (sur notre photo).

### Les jeux de plage de l'U.D.R.

I le vent a soufflé à Hyères, lors des journées parlementaires de l'U.D.R., ce ne fut pas celui de la révolte. Tout juste une légère brise contestatrice qui fut vite apaisée.

Certes, quelques députés avaient profité de la première journée de cette escale balnéaire pour batifoler un peu. Pleins d'ardeur, émoustillés sans doute par l'air marin, ils élevèrent la voix.

Pour qui les prenait-on, eux qui sont, selon le mot de l'un d'eux « le pouls de la nation » ? Pour des moins que rien, pour moins en tout cas que les syndicats avec lesquels le gouvernement dialogue, tandis que eux, les godillots, sont tenus à l'écart! Et devant une assistance plus que clairsemée (on se bat pour des principes, n'est-ce pas !) d'un même élan, ils brocardèrent l'absentéisme qui rès gne... lors des débats parlementaires Ils dénoncèrent les conditions du travail parlementaire, on vit même des francs-tireurs réclamer que le gouver-

nement « réduise rapidement l'inégalité des revenus et des conditions ».

Emue par de tels propos, l'assemblée vota d'ailleurs une motion demandant que le S.M.I.C. croisse d'un pourcentage substantiellement supérieur à la moyenne des salaires et réclamant des mesures rapides en vue d'abaisser l'âge de la retraite pour certaines catégories de travailleurs.

Le lendemain, Debré et Chaban vinrent mettre un peu d'ordre dans cette assemblée saisie par la débauche. La saison des jeux de plage est finie, dit à peu près Debré, ajoutant : « Les élections approchent, les grandes manœuvres commencent... En conséquence, mes poussins, rassemblez-vous autour de notre mère poule à tous, afin de faire front devant les méchants qui veulent prendre notre place dans le poulailler. Et méflez-vous des brebis galeuses! »

Sensible à ce langage, l'assemblée se ressaisit et les piaillements firent place au silence. Puis vint Chaban, en coq conquérant, qui mit le point final à cette remise en ordre. « La majortié n'aime pas qu'on lui dise, sois belle et tais-toi », avait dit la veille Alain Peyrefitte, il répondit en substance : « Nous sommes dans la même galère, alors taisez-vous et ramez! » Et nos braves godillots allèrent joyeusement faire du pédalo.

J.-P. VALI.

### LE FAUX ESPOIR

A radio a divulgué en premier la nouvelle, en précisant bien qu'il ne s'agissait
pas d'un canular : M. André
Malraux, à 69 ans, a offert aux séparatistes bengalis de servir sous
leurs ordres à la tête d'une unité.
Depuis, la presse s'évertue à expliquer que si cet acte peut parai-

Depuis, la presse s'évertue à expliquer que si cet acte peut paraitre farfelu, il n'est pas si fou et qu'il tranche heureusement avec ceux qui parlent et ne font rien.



APRÈS LES ANTI-MÉMOIRES, LE FAUX-ESPOIR.

Au fond chacun de ceux-la pense, avec raison, qu'il est complètement dingue. Mais ne doiton pas un hypocrite respect à l'écrivain talentueux et au respectable ex-ministre des Affaires Culturelles, confident du général?

Malraux est un écrivain de talent, physiquement courageux (ou inconscient du danger) mais c'est avant tout un aventurier.

Avec les « Conquérants » en Chine il découvre ce qu'il croit être la Condition Humaine. La révolution chinoise écrasée il retrouve l'Espoir en Espagne puis se lance dans la Résistance, devient gaulliste et ministre.

Aujourd'hui il prétend montrer l'exemple en s'engageant auprès d'un peuple qui lutte pour son indépendance. Il choisit le Pakistan oriental, peuple ignoré et abandonné, c'est vrai. Mais pourquoi pas le Vietnam, la Palestine ou l'Irlande ? L'engagement serait-il trop politique? Et que n'a-t-il eu cette idée il y a une douzaine d'années en s'engageant à la tête d'une wilaya algérienne? Il est vrai qu'à l'époque il était trop occupé, dans l'enceinte gouvernementale, à aider le général De Gaulle « à donner » l'indépendance aux Algériens.

Si les Bengalis comme bien d'autres peuples ont droit à l'indépendance ils ont droit aussi à notre aide. Mais cette aide ce ne saurait être celle d'un écrivain aventurier, ex-ministre bourgeois, combattant enfermé dans un tank parce qu'il n'est plus capable de marcher avec l'espoir de finir en héros. Cette aide, elle est politique et consiste à combattre les faux espoirs du nationalisme petit-bourgeois si cher à M. Malraux pour tracer une perspective internationaliste ouvrant la voie au socialisme pour tous les peuples. Mais cette voie n'est pas royale, elle est trop obscure pour un vieillard qui a trop peur de tomber dans l'oubli et préfère sombrer dans le ridicule.

H. VAUQUELIN.

### LE BUDGET 72

### des impôts pour les travailleurs, des subventions pour les capitalistes



Giscard est content... les capitalistes aussi.

E Conseil des ministres vient de rendre public le projet de budget pour l'année 1972, et les premières réactions sont les protestations des centrales syndicales ouvrières ainsi que des organisations d'artisans et de petits commerçants, alors que le patronat affiche sa satisfaction par la bouche notamment du président du C.N.P.F., qui parle de « sages dispositions ».

Dans la société capitaliste, il n'existe évidemment pas de budget en faveur des travailleurs et au détriment du patronat, mais il y a des degrés dans la façon dont l'Etat s'en prend aux masses populaires tout en favorisant les classes dirigeantes. Et le budget qu'on nous annonce pour l'année prochaine apparaît à l'évidence comme un budget anti-populaire, anti-social, qui ne vise qu'à soutenir les entreprises capitalis-

En France, la masse totale du budget représente d'ordinaire près de 22 % du revenu national. C'est dire quel instrument gigantesque il constitue entre les mains de l'Etat, lui permettant de « piloter » l'économie et de redistribuer dans une large mesure les richesses du pays. Comment donc vont se trouver réparties, dans les grandes lignes, les dépenses et les recettes des 192,73 milliards de nouveaux francs de la loi de finance de l'an prochain ?

En ce qui concerne les dépenses, celles dites de fonctionnement — c'est-à-dire qui concernent le payement des fonctionnaires ainsi que la création de nouveaux emplois, tout particulièrement dans l'Education nationale et les P.T.T. — seront limitées. Il y aura certes de nouveaux embauchés, mais à un rythme plus faible que l'année dernière, et tant pis pour les enseignants et les agents des P.T.T.

En ce qui concerne les subventions de l'Etat aux entreprises nationalisées, elles seront cette année en diminution par rapport à 1971. Mais nul n'ignore que depuis quelques années, le gouvernement tente de rentabiliser les dites entreprises par une politique de hausse continuelle des tarifs publics. Les travailleurs débourseront donc pour elles en tant qu'usagers ce qu'ils ne dépensent pas en tant que contribuables.

Si les dépenses de fonctionnement augmenteront donc de façon limitées (9,8 %), les dépenses dites d'équipement doivent progresser à un taux (17 %) considérable. Et ce sont précisément ces dépenses qui retombent comme une manne bienfaisante pour les entreprises privées sous forme de commandes si précieuses.

Le gouvernement prétend que la France manque d'équipements publics (ce qui n'est que trop vrai) et qu'il fallait donc faire un effort dans ce sens. Mais si le gouvernement entendait vraiment mener une politique sociale, il n'aurait pas sacrifié les dépenses d'équipement concernant l'éducation nationale et le logement au profit notamment de l'aviation civile ou de la marine marchande, pour ne citer que ces exemples.

Le ministre des Finances a affirmé que le budget de 1972 était destiné à maintenir la croissance de l'économie nationale. En réalité il est destiné, dans le meilleur des cas, à accroître les profits des trusts et des monopoles, et dans le pire des cas, à soutenir les exportateurs menacés par les mesures de défense du dollar.

Comme on ne saurait à la fois soutenir les exploiteurs tout en les imposant, il faut bien prendre l'argent là où il y en a le moins, c'est-à-dire dans la poche des exploités.

Ainsi l'examen du chapitre recettes de la loi de finance est tout aussi instructif que le poste dépenses.

Il apparaît que les impôts sur le revenu payés par les contribuables les moins fortunés augmenteront dans la proportion de 15 à 20 %. Le gouvernement a repoussé (pour une année, prétend-il) la promesse d'allègement fiscal faite par Giscard d'Estaing. Mais comme il faut bien tenir certaines promesses, malgré tout, les contribuables qui payent plus de 10.000 F d'impôt auront la joie de voir supprimer la majoration exceptionnelle instituée à la suite de la dévaluation du tranc

Ce sont donc avant tout les travailleurs, et principalement les salariés, qui vont être victimes, une fois de plus, de ce nouveau budget. En revanche le patronat — tout comme dans le poste Dépenses — se verra favorisé. Il pourra, par exemple, bénéficier de réduction, voire de suppression, de la T.V.A., dès lors que les investissements dépasseront un certain niveau.

C'est ce que Giscard d'Estaing qualifie de « ...marge de manœuvre nécessaire pour relancer l'économie en cas de besoin par des stimulants fiscaux. »

Le projet de budget pour l'année 1972 que vient d'adopter le Conseil des ministre parviendra-t-il au moins à atteindre les buts que nos dirigeants se sont fixés, à savoir le maintien du progrès économique et le plein emploi ? Rien n'est moins sûr

Les experts du Plan pensaient qu'il fallait un taux de croissance économique de l'ordre de 6 % pour éviter une recrudescence du chômage, alors que le Conseil des ministres vise plus modestement les 5,2 %.

En fait, malgré les déclarations rassurantes sur la santé de l'économie nationale et sur la solidité du franc, le projet de budget tient compte d'un ralentissement — limité certes pour le moment — de la progression économique.

C'est encore peu de chose, mais voilà, les profits capitalistes quelque peu menacés. Et cela suffit pour que le gouvernement soutire un peu plus que d'ordinaire l'argent péniblement gagné par les travailleurs pour le reverser indirectement aux patrons.

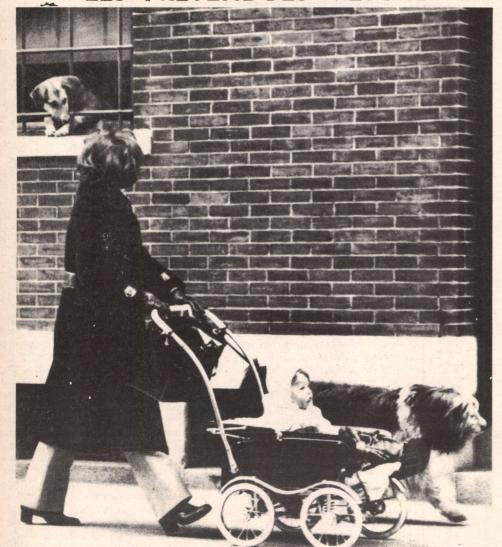
Les mesures fiscales du gouvernement, jointes à la hausse des prix et des tarifs publics déjà entrée en vigueur, viennent renforcer le caractère anti-ouvrier de la politique soi-disant sociale, menée par les pouvoirs publics.

L'agression contre le niveau de vie des travailleurs continue de façon de plus en plus impudente. Mais les travailleurs ont déjà montré qu'ils n'entendaient pas se laisser faire.

Le gouvernement veut faire payer aux pauvres les aléas du régime capitaliste. A nous de faire payer les riches avant de les exproprier pour mettre l'économie au service de tous en supprimant ainsi l'exploitation et les crises.

André VICTOR.

### LES PRETENDUES MESURES EN FAVEUR DES TRAVAILLEURS



Giscard avait promis aux mères de famille qu'elles n'auraient plus une vie de chien. Le cabot (de gauche) avait l'air sceptique. Les faits lui ont donné raison.

(Photo A.F.P.)

### De la poudre aux yeux

HAQUE année, le gouvernement suivi par France-Soir, Paris-Jour, Le Parisien Libéré et l'O.R.T.F., s'ingénie à prouver que les impôts vont diminuer.

Chaque année, ils augmentent, bien entendu.

Mais, avec le budget 1972, même les journalistes aux ordres, virtuoses de la brosse à reluire et du sac à malice, se sont trouvés gênés. Il fallait trouver autre chose.

Ça n'a pas été trop difficile : les impôts « ne diminueront pas » (comprenez qu'ils augmenteront encore plus que d'habitude), mais ce sera pour « faire du social ».

Chaban l'a dit : il faut que « les mères de famille, dans les milieux les plus modestes, aient vraiment la possibilité de choisir entre rester à la maison avec les enfants, et alors elles toucheront une allocation de salaire unique sensiblement augmentée, ou de travailler, et alors elles toucheront des frais de garde pour leurs enfants pendant qu'elles seront au travail ».

Déjà, on annonçait 15 F par jour, soit 450 F par mois, et l'on reconnais-sait officiellement qu'il était impossible de trouver une garde d'enfants à moins.

Il n'aura fallu que huit jours pour apprendre que cette allocation serait de 150 F par mois seulement. Quant aux familles qui se préparaient à la recevoir, qu'il soit bien entendu qu'elles

ne pourront y avoir droit que si elles font partie des « milieux les plus modestes » et qu'elles ne paient donc pas d'impôts.

Or, il y avait 5 millions d'asujettis à l'impôt sur le revenu en 1960, 10 millions en 1970, près de 11 millions en 1971. Qu'on ne s'y trompe pas, cela ne correspond pas à une élévation du niveau de vie de la population, mais au système des « tranches » qui permettent à l'impôt d'augmenter plus vite que les revenus.

Ainsi, pour avoir droit à l'allocation, un ménage ayant un enfant devrait toucher moins de 1.475 F par mois.

Quant à l'allocation de salaire unique qu'il est question de doubler « pour les milieux les plus modestes » (!), elle serait supprimée pour les cadres. Les mesures sociales inscrites au budget 1972 ont, en effet, la particularité de ne pas coûter un centime à l'Etat : tout ce qu'on ne pourra pas prendre aux uns pour le donner aux autres, sera à la charge des caisses d'allocations familiales!

Rien de changé, donc, pour les mères de famille : elles auront « le choix » entre rester à la maison et toucher 100 F par mois (200 F peut-être pour certaines), ou travailler et abandonner la moitié de leur salaire en frais de garde d'enfant.

Il y a une solution, bien sûr : la multiplication des crèches à des tarifs abordables. Les amis de Rives-Henrys trouvent que cela coûterait trop cher.

Louis BERTRAND.

### Les usagers protestent

N millier de personnes environ ont répondu à l'appel de la Fédération des Comités d'Usagers des Transports en commun de la région parisienne et se sont retrouvées le vendredi 17 septembre au soir à la Mutualité.

Dans une salle décorée de panneaux retraçant l'activité de différents comités, les participants écoutèrent les différents orateurs dénoncer non seulement l'incurie du gouvernement en matière de transports, mais aussi ses attaques systématiques contre les travailleurs et leur niveau de vie.

A la tribune, outre les membres de la Fédération, avaient pris place des représentants de groupes politiques qui avaient répondu favorablement à son invitation. Prirent ainsi successivement la parole des orateurs de Révolution, de l'Alliance Marxiste Révolutionnaire, de Lutte Ouvrière et du P.S.U. Deux orateurs de la Fédération devaient ensuite conclure la réunion.

Pour sa part, notre camarade retraça l'action des militants révolutionnaires sur le problème des transports en se félicitant que cette action

ait contraint les grandes organisations ouvrières à agir et notamment à organiser des manifestations de rue sur ce problème. Il devait clore son intervention en appelant l'ensemble des militants révolutionnaires à continuer sur cette voie qui doit nous permettre, dans ce domaine comme dans bien d'autres, de nous lier à la population laborieuse, à ses préoccupations quotidiennes, et de lui faire prendre conscience de sa force lorsqu'elle est organisée.

Entre chaque intervention, le président de séance porta à la connaissance des participants les messages et télégrammes de solidarité envoyés par des comités d'usagers (notamment celui de Lyon), de nombreuses sections syndicales d'entreprises et des groupes d'ouvriers et d'employés.

Et, à la sortie, chacun était conscient que, s'il y avait encore beaucoup à faire pour faire progresser la lutte dans ce domaine, le bilan des mois écoulés était largement positif et permettait tous les espoirs pour l'avenir.



Une vue de la tribune.

(Photo L.O.)

### ENSEIGNEMENT SECONDAIRE: UNE GREVE INJUSTIFIEE?



De la maternelle au lycée, une rentrée normale... c'est-à-dire catastrophique.

OUR le sieur Guichard, comme pour son lèche-bottes de service Jean Ferniot, la grève des enseignants du secondaire n'avait pas d'objet. Pourtant, le manque de locaux, de personnel, les bâtiments promis mais non construits, ceux construits mais pas aménagés, les auxiliaires déplacés sans cesse ou qui ne reçoivent pas d'affectation sont autant de sujets de mécontentement qui ne touchent pas seulement les professeurs du secondaire mais tous les enseignants et aussi tous les parents d'élèves. Mais pour notre ministre, ces quelques « aléas » ne méritent même pas qu'on en parle.

Nous avons reçu du Comité de Soutien à Lorette Fonseca, la lettre-tract que nous publions ci-dessous. Lutte Ouvrière s'associe pleinement à la protestation exprimée et invite tous ses lecteurs et amis à soutenir de toutes les manières possible, les initiatives prises par le Comité pour empêcher l'expulsion de L. Fonseca.

### Qui est Lorette Fonseca?

Lorette Fonseca est notre amie. C'est une Portugaise habitant à Massy depuis plus de trois ans. Elle a 5 enfants. Elle habite dans une résidence de Massy. Elle est l'amie de tous les Portugais du bidonville de la route de Chilly.

J.L.

Parce qu'elle connaît mieux le français que presque toutes les femmes et que beaucoup d'hommes du bidonville, elle les aide à remplir les papiers de Sécurité sociale, à faire les démarches administratives au commissariat (pour obtenir les papiers : carte de séjour, carte de travail) et à la mairie (inscription des enfants à l'école).

Parce qu'elle connaît bien les Portugais du bidonville, elle partage leurs problèmes. Elle était à la mairie à leur côté lorsqu'ils ont été ensemble réclamer des logements que la municipalité leur avait promis à Massy. Pour tout ce qu'elle a fait, nous es-

timons Lorette Fonseca. Le vendredi 3 septembre, elle a re-

cu un avis d'expulsion du territoire français.

NOUS NE LAISSERONS PAS EX-PULSER LORETTE FONSECA!

Nous avons quelques jours pour agir pour empêcher cela : Lorette Fonseca est convoquée le 22 septembre à la préfecture de l'Essonne pour comparaître devant la commission d'expulsion.

Signez la pétition! Envoyez des lettres à la sous-préfecture de Palaiseau ou à la préfecture d'Evry! Déposez vos témoignages!

Comité de Soutien à Lorette Fonseca.

### Une société inhumaine

E n'ai fait que mon métier », a dit l'huissier chargé de procéder à l'expulsion de cette vieille dame qui devait en mourir quelques heures plus tard. Bien sûr, il n'a fait que son métier, comme le tribunal qui a pris la décision d'expulsion, comme le propriétaire qui réclamait la jouissance de son logement. De braves gens en somme, agissant selon le droit et la loi. Mais au bout de la chaîne il y avait Mme Duval, soixante-douze ans qui n'a pu ni se résoudre à quitter la maison où elle avait vécu si longtemps et où elle avait tous ses souvenirs et à soixante-douze ans dans les milieux populaires on n'a pas d'autres richesses - ni supporter cette violation légale de sa vie et l'étalage sur le trottoir de ses pauvres biens. Recueillie par des voisins, elle devait mourir dans la nuit. L'émotion l'avait tuée.

C'est une affaire somme toute bana-

le. Pourtant le procureur de la République d'Argentan (Orne) a ordonné une enquête, sans doute sous la pression de l'indignation populaire. Mais que peut faire une enquête? Tout le monde a agi régulièrement, de l'assistante sociale à la municipalité, en passant par les gendarmes. Peut-être trouvera-t-on un bouc émissaire, un quelconque gratte-papier trop négligent ou trop borné, que l'on pourra charger de tous les péchés, mais ce sera de la poudre aux yeux. Mme Duval est morte en vertu du droit de propriété, parce que toute la juridiction vise à le protéger et parce que toutes les institutions « secourables » ne visent pas à le remettre en cause. Mme Duval est morte parce que nous vivons dans une société où les droits de l'homme passent après ceux de la propriété.

C.B



### L'opération Mitterrand



Dans son numéro daté du lundi 13 septembre, Rouge commente les récents accords C.G.T.-C.F.D.T. et les situe dans le contexte des discussions P.C.F.-P.S.:

Au moment où s'aggrave la crise du régime capitaliste international et où s'étalent les scandales de la mafia politique au pouvoir en France, à gauche, on s'active. Le P.C.F. prépare les législatives; Mitterrand voit plus loin, il vise la présidence. Pour le PCF, il est indispensable d'obtenir un programme commun de la « gauche unie », s'il veut rendre crédible la perspective de la « démocratie avancée » Faute de quoi, pour ses militants et ses sympathisants, il serait encore une fois le dindon de la farce. Pour Mitterrand, il s'agit d'avoir l'appui d'une partie de la bourgeoisie, plus les voix des électeurs du P.C.F. !...

Les deux partenaires s'épient, les sourires alternent avec les grince-

ments de dents. Chacun essaye de mettre le maximum de cartes de son côté. C'est dans cette partie serrée que se situent les rapports C.G.T.-C.F.D.T.

Enfin, l'unité de la gauche pointe son nez! Les directions syndicales vont-elles favoriser les luttes de masse? Voilà la question que se posent de nombreux travailleurs. Hélas! ni les petites phrases de Séguy, ni les commentaires d'Edmond Maire, ni l'attitude des directions syndicales dans les conflits d'Evian et de la S.N.C.F. à la rentrée ne permettent de l'espérer.

Bien sûr, on affirme de part et d'autre qu'il n'y aura pas de trève sociale, qu'on n'acceptera pas une politique des revenus, mais aussitôt, on rassure.

Georges Séguy affirme que la C.G.T. ne veut pas d'une crise économique dont les travailleurs font toujours les frais, et que les travailleurs français savent qu'il leur faut accomplir leur devoir national!

M. Marchais va un peu plus loin encore : s'il est contre l'Europe, ce n'est pas parce qu'il oppose les Etats-Unis Socialistes d'Europe à l'Europe des trusts, mais pour « sauvegarder notre souveraineté nationale »!

Quant à Edmond Maire, il a trouvé la solution pour renforcer le capitalisme français et européen face à l'impérialisme américain : il suffit d'augmenter la consommation nationale pour relancer l'industrie et d'exiger une planification démocratique européenne.

### THUMANITÉ ROUGE

Sous le titre pour le moins alarmiste « Contre la fascisation le combat jusqu'au bout », L'Humanité Rouge, dans son numéro du 9 septembre, stigmatise l'opération « Mitterrand - Marchais ». Les dirigeants révisionnistes du P. « C. » F. et de la C.G.T., en collaboration avec les dirigeants réformistes, ne cessent de dévoyer les luttes, de les diviser tout en se portant démagogiquement à leur tête pour mieux les éteindre. Ces renégats n'ont d'autre but que d'apaiser la colère des travailleurs en leur faisant miroiter une soi-disant possibilité de « s'en sortir » en votant en 1973 pour la prétendue gauche, pour l'unité des révisionnistes modernes et des vieux assassins de peuples, les Mitterrand et autres Savary.

Ce sont les valets du capital, les complices de la fascisation.



Unir-Débat, dans son numéro du 10 septembre, écrit :

Dernière heure : Mitterrand, participant à une réunion de l'Internationale Socialiste (mais oui!) a déclaré, le 3 septembre, « qu'il n'y aurait pas de négociations sur le fond avec le P.C.F. avant mars 1972 ». Nous ne tirerons nulle fierté d'avoir prédit, contre les illusions du groupe Marchais après ses conciliabules secrets du sommet, que « l'unité » avec les socialistes ne serait à l'ordre du jour qu'à l'approche des prochaines élections législatives.

Pouvait-il en être autrement?

La voie unitaire passera donc par la politisation des luttes ouvrières, par la naissance, à la base, d'un Front de lutte pour le socialisme, seul susceptible de faire avancer là où les négociations secrètes ou les cartels d'étatsmajor ne peuvent aboutir.

### La situation aux U.S.A.



Tribune Socialiste (n° 506), l'hebdomadaire du P.S.U., se penche également sur l'initiative de Mitterrand. Sous la plume de Gérard Feran, dans un article intitulé: « Qu'opposerons-nous à Mitterrand », on peut lire:

C'est pourquoi deux tâches s'imposent à nous en cette rentrée. La première, c'est d'entamer avec l'ensemble du mouvement révolutionnaire un débat visant à déterminer la nature de l'alliance P.C.-P.S., son impact populaire, sa plus ou moins grande capacité à dépasser les joutes parlementaires pour s'insérer dans une dynamique de masse.

.. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. ..

La seconde, c'est de prendre des initiatives politiques qui soient de nature à faire apparaître une alternative à l'alliance P.C.-P.S. Ce qui veut dire qu'il faut relancer l'unité d'action des révolutionnaires, travailler à la politisation des mouvements de masse ensemble, et entamer l'élaboration d'un programme révolutionnaire.

Sur ce dernier point, il faudra bien d'ailleurs que nous retrouvions le sens s'une pensée inventive alliée à une pensée critique. Tant qu'en matière d'urbanisation, d'éducation, de modèle de production et de consommation, nous répéterons des banalités ou nous resterons sans réponse, la gauche traditionnelle malgré son réformisme gardera en partie la confiance des travailleurs.

L'année qui s'ouvre sera donc décisive pour le mouvement révolutionnaire.

#### Et l'auteur ajoute :

Nous ne savons pas encore comment évoluera l'alliance P.C.-P.S. : simple préparation d'un accord électoral pour 1973, ou dynamisme de Front populaire ?



L'éditorial du numéro de septembre dénonce les mesures anti-ouvrières de Nixon sur le blocage des salaires et rappelle le tribut qu'ont payé les travailleurs au Capital, dans une précédente période de crise :

« Pendant la Deuxième Guerre mondiale, malgré toutes les Commissions de contrôle, les prix ont augmenté deux fois plus que les salaires. Et les profits, eux, ont augmenté DIX FOIS plus que les salaires. Cette fois-ci, il n'y a de blocage ni sur les profits ni sur les dividendes versés aux actionnaires — aux riches qui possèdent GM (General Motors) ou l'U.S. Steel. »

Après avoir montré que ce blocage exemptait les industriels et les banquiers, l'éditorial conclut en disant :

« Il n'y a rien pour nous. Les récentes mesures économiques de Nixon signifient que les prix vont monter mais que les salaires ne suivront pas. Nous n'aurons pas d'échelle mobile, nous n'aurons rien avec ce blocage. La plupart des hausses contre lesquelles les travailleurs ont combattu dernièrement ont été simplement rayées d'un coup de plume par Nixon. Mais ce n'est pas seulement Nixon qu'il faut rendre responsable. Il a utilisé les pouvoirs que lui a donnés un Congrès (parlement) Démocrate. Les Démocrates et Républicains se sont disputés à qui tenterait de venir en aide au grand capital — tout cela aux dépens du niveau de vie des travail-

Le problème de la semaine de 30 heures est abordé plus loin, dans un article consacré au syndicat de l'automobile, l'UAW aux prises avec les difficultés... de la crise financière, lui aussi :

crise financière, lui aussi : «Le moyen essentiel pour l'UAW de combattre la crise du capitalisme, est de combattre réellement pour cette vieille revendication, dont il parle depuis bientôt trente ans : la semaine de 30 heures payée 40 et la fin des heures supplémentaires obligatoires. La base de l'UAW, et pas seulement du point de vue financier, c'est ses membres. Aujourd'hui, plus de 300.000 d'entre eux sont au chômage, et des milliers de membres potentiels sont aussi sans emploi. Si l'UAW lançait réellement une campagne pour les 30 heures avec une augmentation du taux horaire, personne ne verrait son salaire diminué et il y aurait assez de travail pour tout le monde. »

### en bref... en bref... en bref...

#### Nixon et Formose ou comment jeter un allié par dessus bord

Dans une récente conférence de presse improvisée, Nixon a été questionné sur les intentions des Etats-Unis à l'égard de Formose à la prochaine session des Nations-unies.

Le plus naturellement du monde, Nixon répondit que les U.S.A. voteront non seulement pour l'admission de la Chine Populaire, mais aussi pour l'entrée de cette dernière au Conseil de Sécurité. Puis il ajouta, comme allant de soi, que cela « signifie l'éviction de la République de Chine (Formose) du Conseil de Sécurité ».

Il y a un an encore, aux yeux de l'administration américaine, il n'existait qu'une seule Chine, la petite île de Formose où s'accrochait son vieil allié et fantoche à toute épreuve, Tchang Kaïchek. Après l'annonce spectaculaire du voyage de Nixon à Pékin, elle a enfin découvert l'existence de « l'autre » Chine. On a alors évoqué la possibilité que celle-ci puisse enfin entrer à l'O.N.U., mais, jurait-on à Washington, cette entrée ne devait en aucun cas se faire au détriment des prérogatives de Formose. Quantité d'encrè a été dépensée pour expliquer que le problème principal des Etats-Unis était précisément de résoudre cette quadrature du cercle : amorcer le rapprochement vers Pékin qui posait comme condition l'abandon de la fiction comme quoi Formose serait la seule Chine ou même, une des Chines et en même temps sauvegarder les droits de Tchang Kai-chek.

Eh bien, le problème n'existe plus. Nixon a tranché le nœud gordien. Tchang a bien servi, mais les U.S.A. ne peuvent tout de même pas retarder le tournant politique qu'ils avaient engagé par politesse excessive à l'égard d'un vieux fantôche.

Avis aux autres amis indéfectibles de Washington de par le monde...



#### Quand les détenus ont le droit de lire

Grande libéralisation dans les prisons de France : désormais, les détenus auront le droit de lire un quotidien de leur choix (sauf si celui-ci a été interdit récemment).

Mais une condition est requise : il faut que le quotidien en question ne relate aucun fait ayant trait à des évasions, des émeutes dans des prisons, etc.

Cette information est parue dans France-Soir daté du 9 septembre.

France-Soir daté du 11 septembre faisait allusion à l'évasion des Tupamaros, en Uruguay.

Ceux datés des 12, 13, 14, 15, 16 et 17 septembre racontaient la révolte de la prison d'Attica, aux U.S.A.

Bref, en une semaine, les détenus ont eu droit — si le nouveau régime est entré en application — à la lecture des quotidiens datés des 9 et 10 septembre.

### A Madrid : la garde civile assassine



Les premières grèves d'automne viennent rappeler que l'Espagne n'est pas seulement le pays du soleil et des vacances, mais aussi celui où les travailleurs se battent pour le droit à la vie.

Des tracts distribués dans la banlieue de Madrid invitaient les travailleurs du bâtiment à faire grève pour une semaine à partir du lundi 13 septembre, pour un meilleur salaire (400 pesetas par jour, environ 32 F par jour), une durée hebdomadaire du travail de 45 heures et un mois de vacances.

Ces premières grèves de l'automne ont été marquées par un meurtre. Celui d'un militant ouvrier qui ne commettait d'autre crime que de distribuer des tracts appelant à la grève du lundi 13 et qui, pour cela, a été abattu par la « guardia civil ».

Et alors que la grève démarrait avec quelques dix mille ouvriers des chantiers de Madrid, la nouvelle de l'assassinat a déclenché une riposte immédiate de solidarité. Et c'est plus de vingt mille travailleurs qui, l'après-midi, répondaient par la grève à la terreur franquiste.

Cette réaction n'est pas un fait isolé. En Espagne, les travailleurs sont de moins en moins prèts à supporter les abus du régime. A Grenade, en juillet de l'année dernière, le conflit gréviste avait pris des proportions très importantes à cause de la brutalité policière qui, cette fois-là, avait fait trois morts.

Ce militant ouvrier de Madrid, comme ceux de l'an passé à Grenade, et comme tous les martyrs qui jalonnent l'histoire du mouvement ouvrier espagnol, est tombé sous les balles des flics assassins, pour la LIBERTE.

Car en Espagne, parente pauvre du capitalisme européen, la lutte pour simplement de meilleures conditions de vie est en même temps la lutte pour la liberté de réclamer cette vie meilleure, pour la liberté la plus élémentaire.

Et les travailleurs espagnols savent de plus en plus que toute amélioration de leur sort passe par la lutte directe avec le régime. Et ils s'y préparent

#### Des diplomates qui ne cachent rien

Des menus faits et gestes de Brandt et de Brejnev durant les deux jours de leur rencontre en Crimée, nous savons tout. Repas, promenades, croisières, baignades, tout nous a été détaillé par la presse dite sérieuse, comme le fait d'habitude France-Dimanche ou Ici-Paris pour Brigitte Bardot ou Sacha Distel. Y compris le clou du spectacle qui fut, dit-on, le bain que prirent nos deux chefs d'Etat, ensemble, dans la piscine qui séparait les deux datchas.

Du contenu politique et des résultats concrets de cette rencontre, par contre, nous ne savons rien sinon les platitudes habituelles des communiqués qui clôturent ce genre de voyage et qui assurent invariablement qu'ils ont bien servi la cause du rapprochement des peuples.

L'ère Brejnev va-t-elle être marquée par un nouveau style dans les relations internationales ou à défaut d'abolir la diplomatie secrète et de dévoiler les traités cachés, on foutra les diplomates à poil?

Au Quai d'Orsay, certains frémissent déjà à la pensée du spectacle qu'ils devront endurer lors du prochain voyage du premier Soviétique en France. Cependant, Mme Pompidou aurait déjà choisi, nous dit-on, le bikini avec lequel elle le recevra.



#### La mort de Venise

La ville de Venise s'enfonce lentement dans les eaux de sa lagune et la « bataille » pour la sauver est sans doute perdue. En effet, le Comité consultatif international de l'UNESCO qui se réunira en octobre décidera probablement de mettre fin à ses activités, le gouvernement italien s'avérant incapable de faire adopter une loi pour Venise.

De puissants intérêts s'opposent en effet à ce sauvetage. Si Venise est sur le point de disparaître (dans vingt-cinq ou trente ans, elle sera deux cents fois par ans sous un mètre d'eau). c'est surtout parce que depuis 1920, on a construit sur la lagune, à quelques kilomètres de la ville historique, un « Rotterdam de l'Adriatique » avec déjà trois zones industrielles où arrivent de gros pétroliers, des canaux et des digues qui perturbent les courants, qu'on a pompé dans les nappes souterraines d'eau douce, faisant ainsi effondrer lentement les terrains. Si l'on voulait vraiment sauver Venise, la première chose à faire serait sans doute de déplacer ces installations. Mais les avis des pétroliers et autres affairistes sont finalement plus écoutés que ceux des archéologues.

Le sauvetage de Venise avait fait l'objet ces dernières années de toute une campagne internationale. L'échec probable de cette campagne montre bien que tous ceux qui veulent préserver le patrimoine culturel et artistique de l'humanité sont réduits à des bavardages impuissants... quand ils doivent s'opposer à ceux qui ont l'argent.

### Etudiants et paysans japonais contre la police

De violents incidents ont à nouveau opposé, mercredi 15 et jeudi 16 septembre, les forces de l'ordre et les étudiants et paysans japonais à Narita, territoire proche de Tokyo où doit se construire prochainement un aéroport desservant la capitale. On se souvient que de telles bagarres avaient déjà éclaté à plusieurs reprises, mais jamais elles n'avaient atteint une telle ampleur. Barricades, cocktails Molotov, jets de pavés et charges aux piques de bambous : pendant une journée entière, les charges se sont multipliées, faisant au total trois morts parmi les policiers, cent soixante blessés et plus de trois cent cinquante arrestations.

Les paysans, qui ont, à chaque fois, été aidés par les étudiants d'extrême-gauche, entendent ainsi protester contre l'arbitraire gouvernemental. La réquisition des terres, qui doit se faire de manière violente, ne peut que révolter ces hommes attachés de très longue date à leurs tenures. Et les propos des autorités, affirmant que la force saurait venir à bout des opposants, ne contribuèrent certainement pas à apaiser le conflit.

La construction d'un aéroport n'a, certes, en soi rien de répréhensible, encore que le problème de la pollution atteigne dans ce pays une intensité particulière. Mais là comme ailleurs, tout se règle par la violence organisée, par les méthodes brutales et policières.

Les paysans et les étudiants de Naruta démontrent que le miracle japonais n'a rien de miraculeux et que les exactions capitalistes prennent à travers le monde un même visage : celui de la brutalité des méthodes et de la répression



Il y a licencié et licencié

La Fédération Française de Cyclisme vient de décider de retirer leurs licences, c'est-à-dire toute possibilité d'exercer leur métier, aux coureurs professionnels Pingeon et Gutty, pour avoir assigné ladite Fédération devant les tribunaux.

C'est, paraît-il, la conséquence logique du règlement de la Fédération, règlement tout ce qu'il y a de plus officiel, puisque celle-ci agit par délégation du ministère de la Jeunesse et des Sports,

Voilà qui risque de donner des idées malsaines à certains patrons : à quand les contrats de travail prévoyant que toute réclamation est un motif de licenciement?

# Les syndicats ouvriers U.S. appuient Nixon

E que George Meany, président de la centrale syndicale américaine A.F.L.-C.I.O., qualifiait récemment de « révolte ouverte » des syndicats contre Nixon n'aura été finalement qu'un feu de paille destiné à satisfaire une base qui a accueilli avec amertume le projet de blocage des salaires.

Une vingtaine de jours après que Nixon ait dévoilé son plan de redressement du dollar, Meany déclarait à la télévision qu'il le souqu'un tel blocage était en vigueur, les prix augmentèrent près de deux fois plus vite que les salaires et les bénéfices capitalistes... près de dix fois.

En fait, les syndicats américains viennent de se rallier purement et simplement à la politique économique nixonienne. Et cela n'est pas pour surprendre. Un des volets de cette politique est d'accentuer le protectionnisme américain et de lutter contre « l'invasion commerciale » (sic) étrangère, c'est-à-dire contre les marchandises japonai-

portations de telies voitures permettrait de faire régner un plein emploi dans un secteur touché actuellement par le chômage et par les difficultés de toutes sortes. Même scénario dans l'acier. Là le patronat rend responsable la concurrence japonaise de la fermeture pour des mois de plusieurs grandes aciéries du pays. Et le syndicat approuve

Loin de mobiliser les travailleurs contre le capitalisme américain, les syndicats demandent à leurs troupes de soutenir la politique de



Les travailleurs américains se laisseront-ils faire sans réagir ? (Photo U.P.I.)

tiendrait à l'élection présidentielle de 1972. Son opposition « résolue » à la politique de blocage des salaires, opposition qu'il avait fait connaître après le discours de Nixon le 15 août, se transformait en approbation réservée de cette même politique. La seule exigence du leader syndicaliste pour s'y rallier complètement était que le président américain accepte la création d'un Conseil de contrôle des prix et des salaires au sein duquel les représentants syndicaux pourraient siéger au côté de ceux du patronat et de l'Etat.

Finalement, à l'issue d'un entretien entre Nixon et les présidents des principaux syndicats, dont Meany, Abel (métallurgistes), Fitzsimmons (camionneurs), Woodcook (automobile), ces derniers se déclaraient prêts à collaborer avec le gouvernement pour la mise en place d'un système de stabilisation des prix et des salaires, à condition que celui-ci soit « juste et équitable ». Cette réserve est, bien sûr, de pure forme. Car pas plus qu'ailleurs ce blocage « juste et équitable » n'a jamais été réalisé. Pendant la guerre par exemple alors

ses, allemandes, italiennes, francaises, britanniques, etc... qui parviennent sur le marché intérieur américain. Et la surtaxe de 10 % récemment instaurée pour ce type d'importations est le signe le plus marquant de cette politique.

Il y a longtemps que les syndicats américains demandaient le renforcement d'un tel protectionnisme. Car, incapables de s'attaquer au capitalisme américain, peu désireux de s'opposer à la guerre du Vietnam ou à la politique d'armements, ils estimaient que le meilleur moyen de lutter contre les conséquences d'une telle politique était finalement le repli sur ellemême de l'économie américaine, repli qui permettrait sans doute d'épargner pour un temps le chômage aux travailleurs américains quitte à l'exporter au Japon et en Europe. On a pu voir aihsi récemment le syndicat de l'automobile U.A.W. non seulement mener campagne contre les marques de voitures étrangères mais même contre les voitures fabriquées sous licence américaine en Angleterre ou au Japon. Car d'après les dirigeants de l'U.A.W., l'arrêt des imNixon. Ils espèrent sans doute ainsi, en faisant la preuve de leur « bonne volonté », influencer le gouvernement fédéral pour que celui-ci assouplisse quelque peu sa politique de blocage des salaires.

Mais cette politique qui se veut « realiste » n'est finalement qu'une politique de trahison. Politique de trahison car elle en vient à défendre farouchement le principal ennemi des travailleurs américains leur propre capitalisme. Politique de trahison car, loin d'élever la conscience de classe du prolétariat elle table sur ses préjugés les plus bas, notamment le chauvinisme et l'hostilité envers les travailleurs des autres pays. Politique de trahison enfin car si, dans le premier temps d'une crise, le chômage épargnait peut-être les U.S.A., il est certain que l'approfondissement de celle-ci se répercuterait directement sur le niveau de l'emploi aux Etats-Unis.

Et en défendant un système pourrissant au lieu de l'attaquer, ce sont finalement les travailleurs eux-mêmes que la bureaucratie syndicale livre pieds et poings liés au chômage et à la misère.

Jean LIEVIN.

### SUR LES LOIS ANTIFASCISTES EN ITALIE

D'une très longue lettre d'un lecteur italien, nous extrayons les passages suivants :

E crois utile de faire une remarque, à propos de l'article de J. Lafont paru dans le numéro 148 de L.O. Il écrit, à propos de la montée électorale du M.S.I. en Italie : « Elles (les lois bourgeoises) permettent impunément à un parti de se réclamer d'une dictature sanglante qui a conduit l'Europe à la guerre et plongé l'humanité dans la barbarie. » Or cela n'est pas exact : la Constitution républicaine italienne interdit tous les moyens et les formes, n'importe lesquels, visant la propagande et la réorganisation du mouvement fasciste. Si donc depuis bien des années l'Etat italien « tolère » le renouveau néofasciste, cela met doublement en relief l'hypocrisie foncière de l'Etat bourgeois: non seulement — comme le fait comprendre J. Lafont — il n'applique pas contre les extrémistes de droite les lois (souvent héritage mussolinien) qu'il applique contre les « gauchistes » et les ouvriers en lutte, mais il oublie tout à fait qu'il s'est donné des lois expressément anti-fascistes.

La presse néofasciste est présente dans les kiosques à journaux de la péninsule italienne avec non moins de soixante noms... Tout le monde sait que de nombreuses formations paramilitaires néofascistes suivent leur instruction en différents endroits d'Italie... Les «squadracce» (groupes d'hommes armés à l'imitation du « squadrismo » mussolinien) sont de plus en plus nombreuses; elles étaient présentes à Reggio Calabria, et ce n'est pas rare que les grèves ouvrières, les manifestations estudiantines, celles des exrésistants, etc., soient honorées par leurs visites.

Mais il ne faut pas, quand même, exagérer l'importance de ce renouveau néofasciste: heureusement, jusqu'à maintenant, les néofascistes ont du succès seulement dans les régions les plus arriérées du pays; dans les régions industrielles et populeuses du Nord, on ne peut pas dire qu'ils aient beaucoup de partisans. Mais ils restent toujours un sérieux danger pour toute aspiration des travailleurs, car, s'ils devaient un jour devenir vraiment forts, soyons sûrs que les grandes organisations ouvrières... se feront « surprendre » aujourd'hui comme elles l'ont fait il y a cinquante ans, et ne sauront jamais sortir d'un verbiage inoffensif à l'égard de la violence organisée des fas-

C.I. - Italie.

### ISRAEL

UATRE ans après la guerre-éclair menée par Israël en juin 1967 contre les nations arabes, le ciment qui semblait lier les différentes classes sociales du pays ne s'avère être qu'un plâtre bien ébréché. Les grèves qui, depuis quelque temps, affectent des secteurs entiers de l'Administration, prouvent une fois de plus que les démagogiques dis-

cours sur « l'unité nationale » et les « nécessaires sacrifices » ne prennent qu'un temps. Car si la guerre a pu mettre au second plan les revendications et les conflits, il apparaît maintenant que le prolétariat israélien, las des promesses et de la chute incessante de son pouvoir d'achat, est bien décidé à ne plus se

La semaine dernière, les douaniers de l'aéroport de Lod (Tel Aviv) ont cessé le travail, interrompant non seulement le trafic-voyageurs mais affectant également le transit commercial. Les chefs d'équipe de docks d'Ashdod ont également cessé le travail. En Cisjordanie, dans les territoires occupés, à la suite d'une grève considérée comme un refus d'obéissance puisque cette zone est placée sous le contrôle de l'armée, vingt-six douaniers d'un pont du Jourdain, sommés de paraître devant la Cour Martiale, ont été condamnés à des peines de prison avec sursis. Leurs camarades, mécontents, menacent à présent de faire grève et réclament de ne

plus dépendre de l'autorité militaire.

Devant ces grèves sauvages, le gouvernement a décidé de riposter durement. Golda Meir a qualifié les grévistes de « houligans » et le général Dayan, a menacé de peines de prison « ceux qui désorganisaient la vie du pays ». Le parti travailliste, au pouvoir, a préparé des textes de lois visant à réprimer durement les grèves et même à les interdire pendant une période donnée. Mais il n'est pas sûr que cela soit suffisant pour faire reculer la classe ouvrière israélienne.

Les travailleurs israéliens ont engagé un rude combat.

"L'UNION SACRÉE" BATTUE EN BRÊCHE

nationale » et les « nécessaires nent qu'un temps. Car si la guerre

Délaissés par leur centrale syndicale, la Histadrout, qui a fait reprendre le travail aux 800 employés de l'aéro-

a fait reprendre le travail aux 800 employés de l'aéroport de Tel Aviv, et qui n'a réagi que verbalement à la déclaration de guerre de Dayan, les grévistes ne peuvent compter que sur leurs propres forces pour imposer leurs revendications, mais aussi le respect intégral du droit de grève, afin de lutter contre la politique inflationniste et anti-populaire du gouvernement.

Mais pour vaincre, ils auront fort à faire. Car la victoire militaire de 1967, l'occupation de territoires arabes, la montée de la vague chauvine, ont considérablement renforcé les positions de l'armée et des forces de droite en Israël.

La consolidation de l'instrument de la répression contre les Arabes se retourne aujourd'hui contre les salariés israéliens eux-mêmes.

Les travailleurs juifs font maintenant l'expérience qu'un peuple qui en opprime un autre n'est pas un peuple libre. Sauront-ils en tirer la leçon?

Nicole BLETTRY.

### Il y a 25 ans, le 28 septembre 1946,

# L'IMPERIALISME ET LA BUREAUCRATIE I

L y a vingt-cinq ans, le 28 septembre 1946, la monarchie était restaurée en Grèce : le roi Georges II remettait les pieds sur le sol de son pays, qu'il avait quitté avec le gouvernement en avril 1941, au moment de la capitulation des armées grecques devant les envahisseurs allemands.

Loin de s'offrir, aussitôt, du haut d'un quelconque balcon, aux « vivats » de la foule, le roi fit une rentrée officielle des plus discrètes, se contentant d'une courte allocution à la radio. Et pour cause! Le souverain grec avait fait le voyage Londres-Athènes dans le sillage d'une flottille anglo-américaine. Voyage retour bien à l'image de la réalité politique : la restauration de la monarchie en Grèce, non pas par la volonté du peuple, mais par la force des baïonnettes britanniques.

Certes, un plébiscite avait bien été organisé quelques jours auparavant, accordant à Georges II 72 % des suffrages, mais les forces britanniques et leurs larbins grecs d'extrême-droite avaient veillé au « bon déroulement » de la campagne électorale (bilan : des dizaines de morts et des centaines de blessés, sans compter les arrestations et les tortures), et si le gouvernement britannique put, en septembre 1946, remettre en selle le roi en jouant à la démocratie, ce n'est que par la force des armes, au terme de deux ans de féroce guerre coloniale contre le peuple grec.

Et en septembre 1946, le retour du roi était surtout un symbole. Le symbole de l' « ordre » restauré. Le symbole de la victoire des forces anglo-américaines. Le symbole du « monde libre » ayant enfin reconquis ses droits sur sa chasse gardée qu'était la Grèce, même si cette victoire sentait beaucoup la poudre à canon et les cadavres d'ouvriers et de paysans en décomposition.

Depuis 1943, en effet, c'est-à-dire depuis que la défaite des armées allemandes était à peu près assurée, les « Grands » de ce monde, les Anglo-Américains, d'une part, et les Soviétiques, d'autre part, avaient décidé, en privé, du sort du monde de

l'après-guerre. Tandis que l'Armée Rouge se voyait confier le rôle de gendarme contre-révolutionnaire dans une partie de l'Europe de l'Est, les forces britanniques de M. Churchill se voyaient confier ce même rôle en Grèce. Donnant, donnant. Et peut importait l'avis des peuples concernés!

De part et d'autre du futur rideau de fer, la remise sur pied d'appareils d'Etat nationaux se fit tout aussi anti-démocratiquement, et par la seule force des armes.

Pourtant, le peuple grec, qui avait connu successivement les horreurs de la dictature Metaxas avant-guerre, puis les horreurs de l'occupation allemande ensuite, aspirait à autre chose. A une vie meilleure, à un autre ordre social où il aurait son mot à dire. C'est pourquoi la grande majorité de la population grecque des villes et des campagnes avait sympathisé pendant la guerre avec l'E.A.M., organisation de résistance dont les membres du Parti Communiste étaient les éléments déterminants.

Certes, le P.C. recrutait dans cette résistance sur des bases nationalistes, démocratiques bourgeoises, et non socialistes révolutionnaires, mais il n'en acquit pas moins sur ces bases-là un immense capital de confiance populaire. De telle sorte qu'à la fin de la guerre, en Grèce, une seule force politique existait, l'E.A.M., bénéficiant d'une popularité semblable à celle de Tito en Yougoslavie. Et si le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes avait été autre chose qu'un vain mot dans la bouche des Roosevelt, Churchill et Staline, le régime grec d'après-guerre eût sans doute ressemblé comme un frère au régime instauré par Tito en Yougoslavie.

Mais laisser faire les choses en ce sens, c'est-à-dire laisser les Grecs décider de leur sort, contenait pour les Anglais le risque de voir le pays basculer dans le camp soviétique. Risque qu'ils ne voulaient pas courir, et dont ils s'étaient justement prémunis en marchandant à l'avance avec Staline le partage des zones d'influence respective dans la région.

### LA POLITIQUE CRIMINELLE

N avril 1941, après la défaite des armées grecques devant les envahisseurs allemands, la totalité du territoire grec fut occupée par les forces de l'Axe. La dictature du sinistre Metaxas fut remplacée par une occupation étrangère plus insupportable encore. Les habitants des villes et des campagnes avaient bien peu déjà pour vivre, mais quand les troupes d'occupation déferlèrent, ce fut la famine. Dans le seul hiver 1941-1942, 300.000 personnes environ périrent de faim.

Misère, famine, sentiment national bafoué, c'est ce que le peuple grec ne supporta pas sans se révolter. Mais quelle force politique pouvait organiser cette révolte? Quelle force pouvait rassembler sous son drapeau toutes ces énergies?

Ni le gouvernement en exil, bien évidemment, qui ne représentait que lui-même, tant il s'était rendu haïssable par ses hauts faits d'avant-guerre en matière de répression. Ni le roi non plus, qui avait à l'époque pris fait et cause pour Metaxas.

Aussi est-ce le Parti communiste qui intervint pour combler le vide politique et prendre la direction de la lutte. Sans compter que la plupart de ses cadres et de ses militants, sortis de prison lors de l'écroulement du régime Metaxas, et qui avaient acquis sous le règne du dictateur une certaine expérience de l'organisation clandestine, engagèrent la lutte en bénéficiant dès l'abord, auprès des couches non communistes, du prestige lié à leur passé d'adversaires de la dictature.

Dès 1942, la résistance commença à prendre forme. Et rapidement, elle prit, comme en Yougoslavie, le caractère d'un mouvement de masse. Le 28 septembre 1941, avait été fondé la première organisation de résistance, quand le Parti communiste prit l'initiative de créer, en collaboration avec divers petits partis le Front National de Libération (E.A. M.) et son organe militaire, l'E.L.A.S.

Quels buts se proposait cet E.A.M., et, par la même occasion les membres du P.C. grec? Ses statuts les résument de la sorte:

« 1) Libérer le pays de l'occupation étrangère et réaliser l'indépendance nationale.

2) Formation par l'E.A.M. d'un gouvernement provisoire après l'expulsion des envahisseurs étrangers. Le seul but de ce gouvernement sera d'organiser des

élections à une Assemblée constituante sur la base de la représentation proportionnelle. 3) Afin que le peuple soit en mesure de décider librement du régime qu'il désire, l'E.A.M. et toutes

les organisations qui lui sont affiliées écraseront, par tous les moyens dont elles disposeront, toute tentative réactionnaire visant à imposer au peuple

une solution contraire à sa volonté. »

### Un mouvement populaire et nationaliste

Le programme défendu par les militants staliniens grecs dans le Front de Libération n'était donc rien d'autre qu'un programme nationaliste et démocratique bourgeois. Lutte armée pour libérer le territoire des occupants étrangers, mais ensuite respect de la légalité et de la constitutionnalité bourgeoise. De perspectives socialistes, il n'était absolument pas question



C'est par des milliers de morts que les partisans de l'E.L.A.S. payèrent la politique de trahison des dirigeants staliniens. (Photo Viollet)

Un jugement émis par C.M. woodhouse, un agent britannique parachuté en Grèce, devait ainsi reconnaitre

« Après s'être assuré le contrôle de presque tout le pays, à l'exception des grandes voies de communication utilisées par les Allemands, l'E.A.M. avait donné au peuple un certain nombre de choses qu'il n'avait jamais connues. Les communications dans les montagnes, en sans-fil ou par téléphone, n'avaient jamais, et n'ont jamais été aussi bonnes : l'E.A.M.-E.L.A.S. allait jusqu'à réparer et utiliser les grandes routes... Pour la première fois, les bienfaits de la civilisation et de la culture pénétrèrent petit à petit dans les montagnes. Des écoles, des gouvernements locaux, des cours de justice et des services publics, que la guerre avait interrompus, se remirent à fonctionner. On vit démarrer des théâtres. des usines, des assemblées parlementaires Tine vie commune s'organisa, qui remplaça l'individualisme traditionnel du paysan grec. Suivie d'assez loin par les petites organisations, l'E.A.M.-E.L.A.S. jeta les bases de quelque chose que les gouvernements de la Grèce avaient négligé : un Etat organisé dans les montagnes grecques. » (Cité par Constantin Tsoucalas, dans son livre « La Grèce de l'indépendance aux colonels ».)

Le P.C. grec sut donc impulser en Grèce un mouvement de résistance qui fut indéniablement un mouvement de masse. Un nouvement qui recrutait parmi les ouvriers et les paysans, qui s'appuyait sur eux, qui exprimait leurs revendications essentielles: la paix et l'indépendance, ainsi que leurs aspirations d'autant plus compréhensibles que le peuple grec n'avait pratiquement connu jusqu'alors que la dictature.

### Staline, complice de l'impérialisme

En cela, le mouvement de résistance grec présentait les mêmes caractères politiques et la même assise sociale que le mouvement de résistance yougoslave. Si les destinées des deux mouvements ne
furent pas les mêmes; si leurs politiques ultérieures suivirent des voies différentes — les dirigeants
yougoslaves refusant d'obtempérer aux ordres de
Staline, tandis que la majorité des dirigeants communistes grecs s'inclinaient — c'est que l'issue de
la situation de leur pays n'était pas seulement entre
leurs propres mains. C'est que, lors des marchandages entamés dès 1943 entre Staline et Churchill sur
le partage de leurs futures zones d'influence en
Europe, le sort de la Grèce et de la Yougoslavie ne
fut pas scellé de la même façon.

Car pour ce qui est de la Grèce, les Anglais étaient décidés à ne rien céder. Staline leur laissa carte blanche pour jouer dans le pays le rôle de gendarme. Ainsi, non seulement le pays était accordé à l'Angleterre sans consultation aucune de la population, mais Staline promettait en outre à son allié britannique de peser de tout son poids pour orienter la politique du P.C. grec en ce sens.

Avant même la libération du territoire, les effets de la politique stalinienne se firent sentir. Tandis que Tito créait dès 1943 un gouvernement qui se posait comme seul candidat au pouvoir, le P.C. grec, lui, encouragea la résistance à constituer en avril 1944 un « Conseil National », embryon de gouvernement lui aussi, mais qui ne se posait nullement comme le futur et unique gouvernement central de la Grèce libre. La résistance grecque, dominée par les staliniens, se contenta, bien qu'elle fût la seule force politique réelle, de réclamer l'établissement d'un gouvernement de coalition nationale, dont elle ne serait qu'un élément, affirmant déjà qu'elle ne revendiquerait pas le poste de Premier ministre. Ni la légitimité du gouvernement en exil, ni celle du roi n'étaient contestées.

# RUSSE ASSASSINAIENT LE PEUPLE GREC

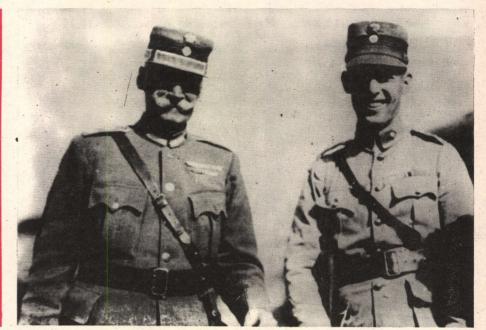
Ainsi, au lendemain de la guerre, tandis que le P.C. grec était la seule force politique organisée, le gouvernement britannique avait la ferme détermination, lors du débarquement de ses troupes sur le sol grec, d'annihiler cette force, et d'imposer sous peu la restauration de la monarchie. L'issue de la situation ne pouvait donc se résoudre que par la force des armes.

Mais, si l'impérialisme anglo-américain sortit vainqueur du conflit, il ne le dut pas seulement à sa supériorité militaire. Il le dut aussi à l'Union Soviétique et à la politique criminelle que celle-ci imposa aux dirigeants staliniens grecs, car les centaines et les centaines de victimes grecques des années 1944-1949 sont tout autant les victimes de la politique criminelle de ceux-ci que les victimes des forces armées britanniques.

Ce sont les dirigeants staliniens qui ont ouvert la voie à la répression. Alors que le gouvernement anglais de Churchill avait pour seule perspective d'exterminer le P.C., alors que le bourreau anglais fourbissait ouvertement ses armes, les dirigeants du P.C., en se plaçant sur le terrain de la légalité bourgeoise, offrirent leur cou au bourreau. Ils avaient depuis longtemps renoncé à toute politique révolutionnaire pour se ranger dans le camp de la démocratie bourgeoise, mais ils sacrifièrent aussi le nationalisme sur l'autel de la sacro-sainte alliance du stalinisme et de l'impérialisme.

Certes, le retour du roi marqua aussi le début de ce qu'on a appelé « la guerre civile ». Mais cette guerre, qui se termina en 1949 par la défaite de la guérilla stalinienne et l'émigration de la plupart de ses combattants, ne fut qu'un combat d'arrière-garde. Le combat de militants isolés, acculés à la lutte armée pour sauver leur peau, et, surtout, acculés à se retrancher avec un fusil dans les maquis parce que la politiqe de trahisons répétées de leurs dirigeants leur avait, pour une longue période, fait perdre la confiance et le soutien de la population.

M. V.



Le futur Georges II (à droite) avec Papoulas, généralissime des armées grecques.

Alors que le roi se préparait à écraser le mouvement populaire les staliniens cherchèrent jusqu'au bout la conciliation. (Photo Viollet)

### DES DIRIGEANTS STALINIENS

#### Une politique qui favorisa Churchill

Cette politique, dictée par Staline aux dirigeants du P.C. grec, favorisa bien sûr les menées du gouvernement britannique. Pour Churchill, les choses étaient claires et simples : il ne voulait pas entendre parler de collaboration avec le P.C.; et, comme le P.C. n'était quand même pas prêt à se faire hara-kiri, comme il s'obstinait à réclamer une participation dans le nouveau gouvernement, il devait être exterminé. Churchill, qui, pendant l'occupation allemande du pays, se refusa à considérer l'EAM et l'ELAS autrement que comme une horde de bandits, et favorisa des organisations de résistance rivales, se résolut, à la « libération », à la guerre et à la répression.

Et c'est le P.C. lui-même qui lui favorisa la tâche. Tout d'abord, il accepta de déposer les armes.
Par les accords de Caserte, passés en septembre
1944, il accepta non seulement que les forces de
l'ELAS, passent directement sous le contrôle du
commandement militaire des Alliés, mais il autorisa encore le débarquement des troupes britanniques après le retrait des forces allemandes. Ensuite, il accepta de jouer le jeu du respect de la légalité, alors que Churchill et ses troupes se préparaient ouvertement à l'affrontement inévitable. Enfin, dès la « libération », et le débarquement des
troupes britanniques, le P.C. fit acclamer par la
population les « Grands Amis et Alliés ».

Mais les « Grands Alliés » n'allaient pas tarder à montrer leur vrai visage. Après le quasi-désarmement de la résistance, ils refusèrent systématiquement la proposition « honnête » du P.C. d'être représenté au futur gouvernement dans une proportion

de 50 % des postes. L'épreuve de force était proche.

Bien sûr, la politique du P.C. n'alla pas sans d'énormes soubresauts et tiraillements en son propre sein. La question du dépôt des armes — question majeure — fut une des plus âprement discutées. Bon nombre de militants d'ailleurs se refusèrent à obtempérer, ce qui envenima encore plus le conflit latent entre le P.C. et les forces anglaises.

C'est que le P.C., qui avait recruté sur des bases nationalistes, et avait sa propre assise sociale, était déchiré entre deux pôles. Une fraction des militants et dirigeants, reflétant les aspirations de l'assise sociale que s'était acquise le P.C. pendant l'occupation, encourageait le refus de toute compromission, et la continuation de la lutte pour l'indépendance nationale, même si cette lutte devait conduire à l'affrontement avec les forces britanniques. Une autre fraction, les «moscoutaires», poussaient au contraire à la conciliation avec les forces britanniques, selon les conseils insistants prodigués par Staline.

Les tiraillements internes et les hésitations entre ces deux pôles politiques furent encore exacerbés par l'attitude inflexible des Anglais. En effet, les provocations répétées de ceux-ci, qui préparaient froidement l'épreuve de force, et l'offensive de décembre (la fusillade, le 3 décembre 1944, d'une foule désarmée à Athènes qui fit plus de 200 morts) contraignirent les militants du P.C. même ceux qui

étaient les pires conciliateurs, à prendre les armes et à livrer des combats acharnés. Mais des combats qu'ils n'avaient pas voulu; qu'ils n'avaient pas préparés; des combats livrés trop tard, et, de ce fait, des combats perdus d'avance.

La première réaction violente du P.C., l'insurrection d'Athènes, déclenchée par celui-ci en riposte à la fusillade du 3 décembre, avait en fait été prévue par Churchill. C'était le prétexte tout trouvé au déclenchement de la répression sanglante contre le P.C. Les troupes du général Scobie y mirent le temps, mais vinrent à bout de la résistance de la population athénienne. L'issue des combats n'eût sans doute pas été la même si les dirigeants du P.C. s'étaient, à la suite de ces événements, résolument engagés dans une politique de mobilisation de toutes leurs forces, à l'échelle nationale, contre le nouvel occupant anglais.

Mais les dirigeants du P.C. n'apprirent rien, ou ne voulurent rien apprendre de ces épisodes sanglants. Même après la constitution d'un gouvernement tout à la solde des Anglais, même après les encouragements britanniques à la création de commandos militaires d'extrême-droite, spécialisés dans la répression anti-communiste, la direction du P.C. persévéra dans sa même politique de conciliation. S'il exhortait ses militants à combattre les armes à la main, c'était dans le but de contraindre les An-

glais à un règlement politique, pour les contraindre à considérer le P.C. comme un interlocuteur va-

Le résultat de cette politique de trahison, et des continuels remous qu'elle suscita dans les rangs du Parti, fut qu'elle livra les militants à la répression militaire, tout en les coupant peu à peu de leur ancienne base. La population citadine, mais surtout la population paysanne, perdit, au fil des mois, sa confiance dans le P.C. Au lendemain du plébiscite du 1<sup>st</sup> septembre 1946, au lendemain du verdict de la « légalité » en faveur du roi, une importante fraction du P.C. grec prit le maquis. Mais ce n'est qu'en septembre 1947, c'estàdire un an plus tard, et au moment où la guérilla montagnarde était sur son déclin, que le Comité Central prit la décision de mener la lutte armée.

Sur les ordres de Moscou (on entrait dans la guerre froide) ou de son plein gré? Peu importe en fait. Mais il est certain que la lutte armée à ce moment ne pouvait pas gêner Staline. Elle redorait son blason, et à bon compte, car elle était sans risques : il était trop tard. Les communistes grecs étaient acculés à prendre les armes pour sauver leur peau, et cette lutte d'arrière-garde ne pouvait en aucun cas remettre en cause l'appartenance de la Grèce au monde dit «libre».

Michelle Verdier.

### Quand l'histoire se répète

E septembre 1946 à août 1949, les militants du Parti Communiste Grec eurent à faire face à une répression féroce. Mais en cette occasion la direction du P.C. grec se tint toujours sur la défensive. Elle condamna violemment ses militants qui, dès la fin 1946, décidèrent de résister par les armes aux attaques de l'extrême-droite grecque et des impérialistes anglais.

« Avant tout nous ne devons pas oublier que nous luttons pour la réconciliation », répondait le leader du P.C. Zachariades aux membres de son parti qui, avec Markos, avaient pris le maquis. « Réconciliation » si-gnifiait ici réconciliation avec la bourgeoisie, le roi et ses amis que le P.C. n'avait cessé de courtiser. Et ce n'est qu'un an plus tard que Zachariades, alors que la répression s'était considérablement amplifiée et que le parti était sur le point d'être interdit sera contraint de gagner à son tour le maquis tout en continuant à prêcher une politique nationaliste et réfor-

Là, Zachariades et les nou-

veaux émules de la guerre de guerilla dépensèrent plus d'énergie à « épurer » les rangs de l' « Armée Démocratique » des combattants proches de Markos qu'à sortir du bourbier dans lequel cinq ans de politique erronnée les avaient fourrés.

En août 1949, le dernier bastion de la guerilla grecque, à Grammos, était réduit. C'en était fait des espoirs suscités par la résistance et la libération. Le P.C. disparaissait momentanément de la scène politique, et sans gloire.

Le bilan de cette défaite était effrayant. Non tant pour le P.C. lui-même que pour le peuple grec tout entier. Car c'est lui avant tout qui avait payé : « 150.000 Grecs sont morts victimes de la guerre civile. Ajoutés aux victimes de la résistance, un dixième de la population grecque a péri. 3.500 condamnations à mort ont été prononcées et 1.300 exécutions ont eu lieu. Entre 50.000 et 100.000 Grecs passent la frontière et vont se réfugier dans les démocraties populaires... » (tels sont les chiffres cités par Dominique Eudes

dans son livre Les Kapetanios).

Et tous ces morts, pourquoi ? On h'ose pas dire « pour rien ». Et pourtant, dix-huit ans plus tard, le même P.C., qui avait repris du poil de la bête, et bénéficiait de l'immense potentiel de combativité du peuple grec, recommençait, comme si de rien n'était, la même politique timorée et criminelle.

Par respect de la légalité bourgeoise, par crainte de se couper de la bourgeoisie libérale, le P.C. s'accrocha à Papan-dréou qui, la veille encore, se comportait en bourreau des ouvriers grecs. Loin de mobiliser les travailleurs des villes et des campagnes sur une base de classe, loin d'exposer la seule alternative « socialisme ou fascisme », le P.C. grec leur conseilla la « modération » afin de ne pas effrayer la bourgeoisie. On connaît la suite. En une nuit d'avril 1967 l'armée grecque écrasait le mouvement populaire désarmé physiquement et moralement par les chefs staliniens. La politique de soutien à Papandréou avait creusé le lit du régime des colonels.

### BERLIET (LYON-VENISSIEUX)

# Une combativité syndicale qui choisit son terrain

A rentrée, chez Berliet, est marquée par l'agitation que mènent les syndicats (c'est-à-dire principalement la C.G.T.) sur la question des heures d'information syndicale remises en cause en juillet dernier par la Direction. Les autres problèmes des travailleurs, comme l'accélération systématique des cadences, les heures supplémentaires de plus en plus fréquentes, l'embauche d'intérimaires « bouche-trous », parallèlement à des licenciements très discrets visant surtout des travailleurs immigrés, tous ces problèmes, qui risquent d'engager le sort des travailleurs pour toute une période, sont pratiquement ignorés des organisations syndicales qui ne remplissent même pas leurs tâches élémentaires d'information dans ce domaine.

En juillet 1968, la Direction Berliet avait signé un accord avec ces organisations portant sur les conditions d'exercice du droit syndical dans l'entreprise : elle accordait 6 heures par an, payées à l'ensemble du personnel, pour information syndicale. Ces heures ont été utilisées de manière variable selon les secteurs; dans les endroits où des débrayages échelonnés portant sur les conditions de travail ent eu lieu, au printemps dernier, en particulier à VL et à CD1, le crédit de 6 heures a été largement utilisé à ce moment-là.

Berliet a alors mis en avant les pertes de commandes (?) que cette situation aurait entraînées pour prétendre que 6 heures payées à tous chaque année à ne rien faire, c'était beaucoup plus qu'il ne pouvait se permettre. dans ces circonstances. Et de dénoncer l'accord du 26 juillet 1968 en revenant sur les 6 heures en question. Celles-ci ne représentent, soit dit en passant, que 0,27 % de l'activité de l'entreprise.

Les syndicats ont aussitôt réagi. Cette attaque les touche directement. Tout en annonçant qu'on verrait surtout en septembre, ils lançaient dès la fin juillet, un débrayage qui était largement suivi à l'usine de Vénissieux. Et depuis la rentrée, ils s'agitent beaucoup sur cette question. Une péti-

tion a recueilli 10.320 signatures dans l'entreprise, et une démarche auprès du préfet a été effectuée, suivie d'une conférence de presse le 8 septembre.

On ne surprendra personne en précisant que le préfet Max Moulins s'est solidarisé par voie de presse avec la Direction Berliet en déplorant « les conflits permanents qui perturbent l'activité de l'entreprise et qui ont conduit depuis deux ans à des grèves trop répétées et de trop longue durée, un tel état de chose étant évidemment de nature à compromettre l'équilibre financier de la Société Berliet... »

Ce jeudi 16, un meeting de protestation a été organisé par les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.O., toujours sur cette question, et la querelle tourne maintenant autour de la question de savoir comment sera réparti le crédit d'heures général restant pour 1971, puisque les 6 heures ont été inégalement utilisées suivant les secteurs. Ce meeting a été bien suivi, mais il n'y a toujours été fait aucune mention ni du problème des cadences de plus en plus dures qui tracasse

pourtant les ouvriers, ni des licenciements opérés par la Direction depuis le retour des vacances : 7 à la Fonderie, d'autres à l'usine de Monplaisir, d'autres à celle de St-Priest. Le nombre total de travailleurs touchés est pour l'instant difficile à évaluer : d'une part, ce sont surtout des camarades immigrés revenus quelques jours en retard de leurs congés — ce qui a été le prétexte de leur licenciement et la pression de la maîtrise pour qu'ils partent sans que cela se sache a pu être plus efficace. Et, d'autre part, les syndicats ne se préoccupent absolument pas d'informer le personnel au sujet de ce qui arrive à ces camarades Ils laissent les travailleurs dans l'ignorance et la division qui arrangent si bien le patron puisqu'il peut ainsi faire son coup « en douce ».

Rien n'a été fait (à moins que ce ne soit confidentiellement !) pour réagir contre cette attaque de Berliet qui, pour ne viser aujourd'hui que les plus vulnérables, pourrait bien par la suite prendre davantage d'ampleur.

Correspondant L.O.

### A L'U.A.P. - URBAINE I.A.R.D. (PARIS 8°)

### La grève des archivistes continue

OMMENCEE le 9 septembre (cf. L.O. n° 159), la grève des archivistes Règlements continue. Tous les archivistes de l'U.A.P. appuyés par les syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.O. avaient demandé une entrevue sous forme de pétition à la Direction le lundi 13. Celle-ci reçut seulement le mardi 14 les archivistes et délégués syndicaux de l'Union. Le mercredi 15, ceux de l'Urbaine.

A toutes les revendications, la Direction a répondu NON. Mercredi, durant l'heure du repas, la C.F.D.T. de l'Urbaine organise une petite assemblée des services «Rédaction» et «Administratifs», services travaillant directement avec les archivistes. Un militant appelle cette catégorie du personnel à être solidaire des grévistes en refusant de faire les dossiers et à en profiter pour poser les revendications en faisant circuler un cahier de revendications.

Par ailleurs, les grévistes descendent voir les archives Production qui décident à 37 voix sur 40 de faire une grève d'avertissement toute la journée du

Jeudi matin, la C.G.T. décide de faire une assemblée générale du personnel... pour organiser un référendum sur les retraites. Après de longues et orageuses discussions entre grévistes et C.F.D.T. d'une part et C.G.T. de l'autre, cette dernière accepte que l'on parle du problème des archives à « son » assemblée.

A l'assemblée, le hall est plein à craquer. Un ponte C.G.T. explique le référendum que veut organiser la Direction sur un nouveau régime de retraite et ce pendant trois quarts d'heure. La C.F. D.T. en profite pour donner son point de vue et quand un autre militant C.F.D.T. veut prendre la parole pour faire parler un gréviste, des cégétistes poussent de grands cris, disant que cela n'était pas prévu. Malgré tout, un gréviste militant C.F.D.T. explique la grève. Un autre camarade prend ensuite la parole pour appeler à la solidarité et demander au personnel de discuter entre eux de leurs revendications.

La C.G.T. quitte alors la salle. Devant cette manœuvre, les quinze archivistes et les militants de la C.F.D.T. sont allés demander des explications à la C.G.T. Plutôt gênée la C.G.T. répond qu'il y avait eu un malentendu. La Direction ayant remplacé les grévistes par des intérimaires musclés (cf L.O. n° 159), les grévistes et la C.F.D.T. décident, après les explications de la C.G.T., d'aller réoccuper les locaux des archives, ce qui est fait très rapidement. Intérimaires et non-grévistes sortent sans difficultés et les archives sont occupées.

Vendredi, dès 6 heures du matin, l'occupation continue et les délégués syndicaux de l'U.A.P. sont reçus par Leca (président de l'U.A.P.) qui lance un ultimatum en disant que l'on pourra discuter quand les archivistes auront repris le travail

Les archivistes se contentèrent de hausser les épaules devant cette « proposition » patronale. A l'heure où nous écrivons, les archivistes de l'Urbaine continuent l'occupation et les archivistes de l'Union Vie (place Vendôme) ont décidé unanimement (ils sont 23) la grève illimitée avec occupation pour lundi matin. Le nombre des grévistes passe de 15 à 38 et ils sont plus résolus que jamais.

Correspondant L.O.

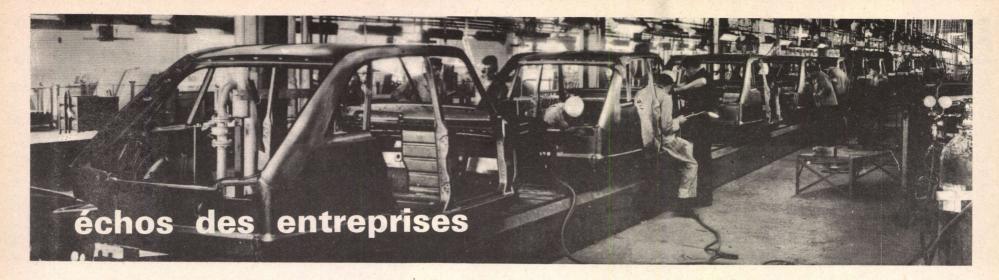
De manifestation en pétition et de pétition en... cartes postales

### **L'ESCALADE**

NE nouvelle action vient d'être proposée par la C.G.T. et la C.F.D.T. pour obtenir la retraite à 60 ans. On envoie une carte postale au C.N.P.F. et au gouvernement et, avec ça, dans peu de temps, la retraite à 60 ans, eh bien nous l'aurons.

Mais cette petite carte postale représente plutôt une escalade en sens inverse pour arracher au gouvernement notre droit au repos. Après les manifestations et les débrayages, on en vient à la carte postale revendicative, à quand le badge réclamant la retraite à 60 ans? On ne sait jamais, les patrons pourraient peut-être céder.





### CHEFS, CHIOURME, BRIMADES

### un méchant qui refuse les bons

• Rhône-Poulenc (Vitry-sur-Seine)

Aux « Aseptiques » au C.N.G., un travailleur s'est vu refuser un bon de sortie pour aller chercher ses enfants à leur retour de colonies de vacances. Ce camarade étant démissionnaire, son chef de service lui a fait savoir qu'i! n'avait qu'à prendre ce temps sur le crédit d'heures qui lui est attribué pour chercher du travail.

C'est le premier et sans doute l'unique cas d'un bon de sortie refusé pour ce motif.

Curieux monsieur que ce chef de service qui, en outre, voudrait bien faire régner la terreur dans ce service.

En tout cas, le personnel n'est pas du tout décidé à accepter la dictature de ce monsieur, et s'il ne comprend pas qu'il lui faut baisser le ton, la prochaine brimade pourrait bien déclencher de vives réactions.

#### atteinte à la liberté syndicale

• S.N.I.A.S. (Toulouse)

La Direction a sanctionné d'un avertissement avec suppression d'augmentations individuelles pendant un an, deux délégués du personnel C.G.T.; car durant leur temps de délégation, ils distribuaient des tracts dans les ateliers. Ceci n'entre pas, d'après celle-ci, dans le cadre légal de leur fonction. Nous ne savions pas la Direction aussi respectueuse de la légalité.

En fait, le nombre d'ateliers de l'usine où la législation concernant la sécurité du travail, n'est pas respectée, les tracts de l'U.I.M.M. qu'elle même fait distribuer par la hiérarchie, prouvent que le souci du respect de la loi n'est pour absolument rien dans la mesure prise par la Direction.

Son seul but, c'est de limiter et restreindre l'usage du droit syndical dans l'usine, de porter atteinte aux libertés syndicales. Les travailleurs ne peuvent rester indifférents face à cette mesure arbitraire, car audelà des droits de ces deux délégués, c'est le droit à l'information et à l'activité syndicale de chacun de nous, que la Direction remet en cause.

#### sans vergogne

• Sagem (Argenteuil)

Sans vergogne, la Direction a maintenu le licenciement d'une jeune camarade de Jaurès et l'a rendu effectif

Jeter à la rue une ouvrière, handicapée physique de surcroît, cela ne lui a fait ni chaud ni froid.

Qu'elle ne trouve pas de travail ou qu'on lui fasse la «faveur» d'une maigre pension, Nony n'en verra pas ses revenus diminuer pour autant.

C'est pourtant bien la Sagem qui en est responsable et qui devrait lui payer intégralement son salaire jusqu'à ce qu'elle ait trouvé quelque chose d'équivalent... ou alors la réintégrer.

### une mesure arbitraire

• Ducellier (Issoire)

Au début de la semaine, la Direction a mis à pied deux délégués du syndicat C.F.D.T. et ceci pour plusieurs jours. L'un d'eux n'ayant pas accepté cette mesure, a préféré partir.

Pour la Maison, il y avait un prétexte : ils seraient sortis sans autorisation pendant le travail.

Aussi, c'était une belle occasion de se débarrasser de deux délégués. Mais cette décision peut être grave de conséquences pour l'avenir. Pour un oui ou pour un non, n'importe qui risquera une sanction de ce genre si nous ne réagissons pas.

### la politique et la direction

• Crédit Lyonnais (Levallois)

La C.G.T., voulant faire une exposition sur le racisme, demanda à la Direction le salon de repos. Celle-ci refusa. Motif : le caractère politique de l'exposition.

Car il est bien connu que la Direction ne fait pas de politique, du moins pas celle qui consiste à dénoncer le racisme et autres tares de cette société.

Exploiter les travailleurs, imposer des bas salaires, repousser les revendications du personnel, c'est aussi de la politique, celle que fait la Direction et elle ne s'en plaint pas.

### SÉCURITÉ, CONDITIONS DE TRAVAIL, POLLUTION

### sécurité ou poudre aux yeux ?

• Creusot-Loire (Le Creusot)

Depuis la rentrée des vacances, nous pouvons voir placardées dans toute l'usine, de grandes affiches faisant la publicité pour un concours d'affiches de sécurité. Et pour les meilleures affiches, il sera remis des récompenses allant de 50 à 500 francs. Est-ce une nouvelle méthode pour éviter les accidents? Est-ce avec un concours que la Direction veut nous faire croire qu'elle fait quelque chose? Est-ce que quelques nouveaux dessins placardés dans toute l'usine et quelques primes éviterons tous les accidents graves et les morts dans l'usine? Pas du tout!

A la place des concours d'affiches, elle ferait mieux d'installer des sécurités efficaces sur toutes les machines.

#### pollution-poison

• A.P.C. (Toulouse)

Les chimistes de l'A.P.C. ont profité de la présence d'une 2 CV, stationnée pendant plusieurs jours près de l'usine, pour faire des prélèvements sur la poussière accumulée sur la carrosserie. Le résultat fut concluant. On a pu analyser toutes sortes de produits chimiques, qui ne pouvaient provenir que de l'A.P.C.

Après cela, la Direction dira que les arbres qui crèvent à proximité de l'usine n'ont aucun rapport avec l'atmosphère qui règne dans le quartier. Belle hypocrisie! Mais hypocrisie dangeureuse. En effet, tous les Toulousains savent fort bien qu'il ne fait pas bon passer devant l'ONIA quand le vent souffle : les vapeurs nitreuses et autres atteignent même les cités alentour.

Mais pourquoi la Direction ferait-elle des dépenses en matériel de sécurité ? En procédés pour la suppression des vapeurs toxiques, etc. ? Tout cela n'est pas rentable. Ce qui l'intéresse avant tout ce sont ses profits, et rien d'autre.

### **RACISME ET REPRESSION**

#### réagissons à temps

• Berliet (Lyon-Vénissieux)

La rentrée à Berliet ne se passe pas sans heurts puisque l'atelier de Montage-Camion et des Essais Moteurs ont dû se mettre en grève pour protester contre l'augmentation des cadences qu'on leur impose, alors que les conditions de travail ne sont pas améliorées.

Mais, de plus, il s'avère que la Direction a procédé à un certain nombre de licenciements (7 à la Fonderie par exemple), s'attaquant surtout aux travailleurs nord-africains revenus avec un ou deux jours de retard de leurs congés annuels.

Ces licenciements ne sont pas dus à des difficultés économiques puisque des travailleurs intérimaires sont, par ailleurs, embauchés. D'autre part, de nombreuses heures supplémentaires sont effectuées le samedi matin : donc le travail ne manque pas.

Il semble bien que Berliet veuille nous intimider en s'attaquant d'abord à ceux de nos camarades qui sont les plus vulnérables : les travailleurs immigrés.

Or si Berliet veut nous mettre au pas, personne ne sera à l'abri. Aussi, c'est tout le suite, et tous ensemble, que nous devons lui faire face.

#### gare au retour de bâton

• Gevelot (Issy-les-Moulineaux)

Après un mois de vacances, la Direction n'a pas perdu la main en matière de licenciement. A la suite d'une dispute entre une ouvrière et un ouvrier immigrés, la Direction, avec la participation zélée d'un chef en voie de montée hiérarchique, a licencié le camarade le jour même. Encore une fois, la Direction s'est mêlée de ce qui ne la regarde pas, et est intervenue avec son arbitraire habituel.

Mais il y a des choses qui ne s'oublient pas. N'a-t-on pas déjà vu des gens qui, donnant des coups la veille, les recevaient le lendemain. Aussi, il serait grand temps de laisser de côté vos sales manies.

### LES PATRONS CASSEURS ET VOLEURS

#### à eux de payer

• S.K.F. (Ivry)

En rentrant de vacances, un grand nombre d'entre nous ont eu la surprise de découvrir leur placard de vestiaire forcé. A la veille des vacances, la Direction avait pourtant bien fait afficher, comme tous les ans, une note de service pour nous dire qu'il fallait laisser ouverts et vides nos placards pour pouvoir effectuer la désinfection.

Depuis des années, c'est la Direction qui nous avait accoutumé à ne pas tenir compte de ses notes puisqu'elle n'en tenait pas compte elle-même, les désinfections n'ayant jamais lieu. A la différence des autres années, cette fois-ci elle a bien eu lieu, et pour cela il a failu faire sauter près de six cents cadenas. Il paraît même que quelques effets personnels ont disparu dans l'affaire.

Il faut espérer que la Direction ne fera pas de difficultés pour le remboursement des cadenas. Et si elle refuse sous prétexte de la note de service, nous saurons lui rappeler que c'est elle qui nous a appris à ne pas en tenir compte.

### LES PROBLEMES DE LA RENTREE A LA

EPUIS la rentrée, la Direction de la Régie Renault s'est distinguée autant par ses erreurs que par sa politique délibérée de « reprise en main ». Au chapitre des erreurs : la paye négative au début du mois, et dans une certaine mesure l'invraisemblable confusion des horaires pour les équipes, au chapitre de la politique de reprise en main, le licenciement de C. Riss (voir « L.O. » n° 159) et l'avalanche d'avertissements et de licenciements individuels comptabilisés à la D.C.P.R.S. Aussi, quelques mois à peine après la grève de mai dernier, la colère est-elle en train de monter à la Régie, en particulier chez les O.S. Et trois problèmes reviennent régulièrement dans les discussions à l'atelier : la paye qui ne va pas, la diminution du temps de travail et la lutte contre l'arbitraire de la maîtrise et de la D.C.P.R.S. Nous publions ici des correspondances de la Régie sur ces sujets précis.

### LA D.C.P.R.S. licencie à la chaîne

la Régie Renault, le service du personnel s'intitule Direction Centrale du Personnel et des Relations Sociales (D.C.P.R.S.). En fait de relations sociales, il s'agit surtout d'un bureau des licenciements.

Nous voulons parler non du bel immeuble en verre situé place Bir-Hakeim où se rencontrent le plus souvent syndicats et Direction pour les négociations générales, mais de cet autre local de la D.C.P.R.S., plus connu des ouvriers de Billancourt et placé, lui, en plein cœur de l'usine, en face de l'infirmerie centrale.

Là, au rez-de-chaussée, se tiennent ceux qui, en tant que représentants de la Direction, sont chargés de recevoir ouvriers et délégués du personnel afin de régler pratiquement tous les problèmes de « relations sociales ».

C'est là qu'officie le sieur Bobin, toujours patron de l'endroit depuis que la Direction l'a fait revenir à l'usine alors qu'il était parti à la retraite.

Longtemps, c'est à cet endroit que les travailleurs mécontents venaient manifester pour leurs revendications ou plus simplement pour exiger la levée d'une sanction ou la réintégration d'un camarade licencié.

Le service a pris de l'importance après Mai 68. En 1969 et 1970, la chasse aux militants gauchistes, maoïstes en particulier, et aux ouvriers combatifs en général, fut la principale activité de la maison Bobin et Cie. Aujourd'hui, le travail de ces gens-là consiste à mettre au pas les O.S., c'est-à-dire à licencier, ou mettre à pied n'importe quel ouvrier, militant ou pas, combatif ou pas, mais ayant simplement la malchance de ne pas plaire à son chef. Après les quelques actions spectaculaires anti-maîtrise qui

ont eu lieu ces derniers mois à la Régie (chef repeint en bleu par exemple), la Direction a décidé que la maîtrise avait toujours raison. Ce qui veut dire qu'actuellement un contremaître peut affirmer n'importe quoi sur un travailleur, il sera cru sur parole par la D.C.P.R.S. Au besoin, celleci « complètera » le dossier.

Avant les vacances 71, un ou deux travailleurs par semaine étaient licenciés par les « relations sociales ».

Depuis la rentrée, c'est un rythme de un ou deux licenciements par jour qu'assurent Bobin et son équipe.

Ces mesures traduisent la volonté délibérée de créer au travers des licenciements et des mutations arbitraires, un véritable climat d'insécurité et donc de docilité chez les travailleurs. La Direction veut reprendre en main les O.S., c'est-à-dire ceux qu'elle considère comme les grévistes officiels ou potentiels du



Après s'en être pris aux gauchistes, avec l'appui bienveillant de la C.G.T., la Direction attaque maintenant les travailleurs immigrés. (Photo L.O.)

printemps dernier. Elle le fait avec d'autant plus de facilité que les O.S, sont en grosse majorité des travailleurs immigrés et qu'ils constituent à la Régie comme ailleurs une main-d'œuvre fluctuante et peu avertie de ses droits.

Jusqu'ici les travailleurs sont restés en général passifs devant cette offensive et la défense des sanctionnés a été tant bien que mal assurée par les délégués du personnel. Mais si cette intervention est normale, elle est aussi parfaitement inefficace pour obtenir la levée de la sanction ou la réintégration du licencié.

La solidarité doit jouer sur place, à l'atelier, et si nécessaire à l'échelle de toute l'usine. Le nombre croissant des licenciements exige une riposte prompte et unanime. C'est le seul moyen de mettre en échec la politique de la Direction et de lever la contrainte qui pèse sur tous.

Les travailleurs de Billancourt ne peuvent se laisser licencier un par un par les crétins mis en p'ace à la D.C.P.



Les travailleurs de la C.T.N. durant une des dernières grèves de l'usine. Là, comme ailleurs, le capital tue. (Photo L.O.)

### Victimes du capital

A C.T.N. à Déville-les-Rouen, usine du groupe Vallourec, fabrique des tubes d'acier sans soudure, et emploie près d'un millier de travailleurs.

D'après la Direction, cette usine possèderait, paraît-il, un laminoir parmi les plus modernes d'Europe... En teut cas, ce qui est sûr, par contre, c'est que la sécurité laisse à désirer : à la rentrée de septembre, trois accidents se sont produits la première semaine, dont un mortel.

Le premier jour, un conducteur de pont de 64 ans est coincé par un pont roulant : hanche démise, jambe fracturée. Puis, le jeudi, un accrocheur s'abime un genou en travaillant sur un casier. C'est là que sont empilés les tubes sur plusieurs mètres de hauteur : les accrocheurs doivent escalader les montants comme ils peuvent, il n'y a pas d'échelle.

Enfin, un jeune de dix-neuf ans meurt le jeudi, écrasé entre deux tampons lors de l'accrochage de deux wagons (des voies de chemin de ver arrivent à la C.T.N. et travelsent l'usine).

Bien sûr, dans ces accidents, la Direction peut toujours chercher à invoquer la négligence du travailleur. Seulement, elle ne fait rien pour empêcher que ce genre d'accidents ne se produise.

Ainsi, le conducteur de pont aurait, paraît-il, emprunté une passerelle interdite. Seulement voilà, il ne pouvait pas faire autrement puisque l'échelle conduisant à son poste était obstruée depuis un certain temps! De même, ce n'est pas la première fois qu'un accrocheur a un membre abimé. Cela arrive périodiquement plusieurs fois par an, sans que la Direction ait fait le moindre aménagement...

Cette fois-ci encore, la Direction, histoire de se donner bonne conscience, s'est contentée de rappeler les règlements de sécurité.

Correspondant L.O.

### REGIE RENAULT

### Les nouveaux horaires ou la pagaille organisée

'EST le 1st septembre qu'a pris effet la réduction d'horaire prévue par l'accord Renault de février dernier. Cette réduction est de 30 minutes pour les équipes et de 40 minutes pour la normale, par semaine, évidemment.

Chi va piano va sano : le nouvel horaire ramène la semaine de travail de 44 h 40 à 44 h pour les travailleurs qui font normale et de 44 h 40 à 44 h 10 pour ceux qui font équipe. On est loin du retour demandé aux 40 heures, mais il faut croire que rien ne presse la C.G.T. puisqu'elle a signé l'accord et qualifié cette réduction « d'avantage acquis appréciable ».

C'est donc depuis le 1<sup>st</sup> septembre que nous « apprécions » l'avantage acquis. Nous apprécions d'ailleurs du même coup l'augmentation des cadences car la Régie reprend aisément par ce biais ce qu'elle lâche officiellement dans l'accord.

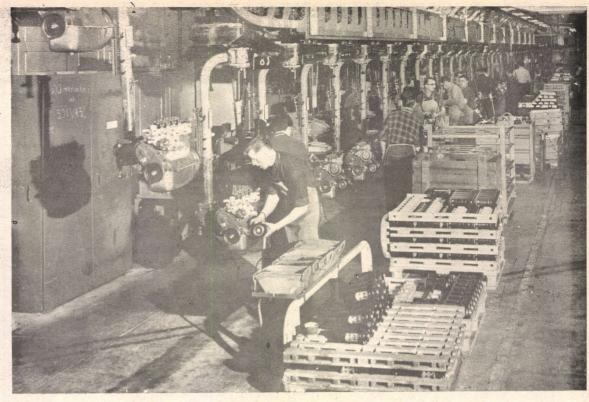
Mais ce n'est pas tout. La Direction a trouvé le moyen de mécontenter beaucoup de travailleurs qui font équipe. Elle a, en effet, dans le cadre de cette réduction du temps de travail, réaménagé l'horaire pour permettre aux ouvriers d'avoir, toutes les six semaines, un samedi de libre sur les trois qu'ils devaient normalement passer à l'usine.

Mais même additionnées sur six semaines, les 30 minutes de réduction accordées ne correspondent pas au total des heures d'un samedi travaillé. Il a donc fallu pour libérer entièrement ce fameux samedi, rallonger l'horaire des autres jours de la semaine et en particulier celui des samedis travaillés. Bref, la réduction d'horaire pour les équipes se traduit par un allongement de la journée de travail. En comparaison, le gain d'un samedi toutes les six semaines est un jeu qui n'en vaut pas la chandelle.

Cela arrange, peut-être, la minorité de professionnels en équipe qui ont les moyens très relatifs de profiter d'un week-end prolongé. Mais cela ne fait pas l'affaire des OS et des manœuvres, et ce sont eux, surtout, qui font équipe. Travailleurs immigrés pour la plupart, ils vivent dans des foyers surpeuplés, et seront condamnés à passer ce long week-end sur les marches de leur immeuble ou dans les allées du bidonville. Ils auraient préféré, eux, une réduction quotidienne.

Pour comprendre le mécontentement actuel, il faut dire encore que la Régie fait, en ce moment, récupérer aux équipes les 4 heures qu'elle leur avait permis de prendre lors du départ en vacances en juillet. Et cette récupération, bien entendu, allonge à son tour l'horaire quotidien. Enfin, pour simplifier les choses et suivre le calendrier imposé, ajoutons simplement que les deux premiers jours de la rentrée, les 30 et 31 août, ont été travaillés, eux, selon l'ancien horaire puisque la réduction d'une demiheure ne devait intervenir qu'en septembre...

Bref, c'est la confusion la plus totale et le mécontentement le plus général! Non seulement l'horaire est allongé au lieu d'être réduit, mais il change encore toutes les semaines. Décidément, les grosses têtes de la Direction ont dû trop s'exposer au soleil cet été.



L'art et la manière d'organiser la production... et la pagaille. (Photo L.O.)

# Une innovation: La paye négative

ISONS tout de suite qu'il s'agit de la paye des travailleurs horaires, les mensuels étant, en principe, à l'abri de ce genre d'erreur.

D'habitude, c'est fin juillet que la Direction règle aux travailleurs horaires ce qu'elle leur doit pour

les vacances, c'est-à-dire les quatre semaines d'août. Cette année, après la grève de mai dernier, le service Comptabilité de la Régie s'est trouvé proprement embouteillé par les différents calculs concernant les avances, les retenues, les primes, les compensations dues à la grève, etc. L'infinie diversité des payes chez Renault (études de postes et catégories dessinent plus de 22 paliers dans la grille hiérarchique) fait que pratiquement aucun OS ne touche la même paye, et qu'un même OS ne touche jamais deux fois la même paye. Inutile de dire que dans ces conditions, les pointeaux se débattent dans une migraine permanente et qu'Anatole, l'ordinateur de la Régie, a lui-même du mal à suivre le rythme. La moindre complication entraîne

alors une pagaille qui frise le délire.

C'est ce qui s'est produit pour les vacances. Les feuilles de paye pour les vacances n'étant pas prêtes fin juillet, la Direction en a été réduite à faire une avance sur août, le solde devant être réglé dès la rentrée, c'est-à-dire à partir du 30 août.

Or, à la rentrée, quand les travailleurs ont été en possession de leur feuille de paye des vacances, ils se sont aperçus que non seulement la Régie ne leur devait plus rien sur les vacances mais encore que

c'était eux qui devaient quelque chose à la Régie. Ce quelque chose allant de 100 à 800 F selon les cas!

C'est bien simple (sic) : dans le calcul de l'avance faite avant de partir, la comptabilité avait omis de soustraire les retenues forfaitaires traditionnelles (Sécurité Sociale, retraite, prêts sociaux divers, loyers pour certains, arrêt-impôts pour d'autres, etc.).

Alors, toujours aussi simplement, et dans un grand geste, la Régie a prélevé ses retenues sur la paye du 7 septembre.

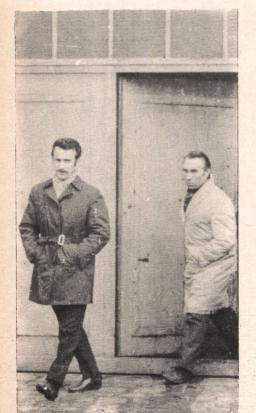
Résultat : il ne restait pas lourd dans l'enveloppe malgré le versement de la prime de septembre, prime traditionnellement destinée à adoucir la rentrée. Ça n'a pas été l'explosion de colère mais les travailleurs ont été très mécontents et l'ont montré.

Devant les protestations qui fusaient de tous côtés, la Régie, qui décidément ne manque pas de matière grise, a décidé qu'elle reverserait ces retenues... en acompte sur la paye suivante, à ceux qui en feraient la demande. Cet acompte étant lui-même retenu sur les deux ou trois mois à venir afin d'adoucir la ponction et d'étaler les dégâts.

Qui dit mieux ?

Un conseil : si vous êtes pointeau et si vous cherchez de l'embauche, n'allez pas à la Régie, on y devient dingue dans un temps record.

Quant aux travailleurs horaires, les premiers lésés dans cette histoire de fous, ils ont une revendication bien simple : un seul taux par catégorie, le maximum et la paye au mois pour tous.



La chasse au trésor a bien amusé les ouvriers des usines du XV°.

## Pour une poignée de dollars (version Citroën)

EL pourrait être le titre d'un nouveau film tourné à Citroën, sur le thème de la spéculation avec comme acteur principal le chef des flics de l'usine, dans un rôle qui lui est habituel : le policier véreux.

Le scénario est digne des meilleurs westerns : un colis postal contenant un bon paquet de dollars « disparaît » entre l'usine de Javel qui centralise le courrier à l'arrivée et celle du 101 Félix-Faure distante d'à peine 500 mètres.

Quand l'histoire a commencé à se propager dans l'usine, on a tout d'abord cru que la Direction avait découvert au cours de ses pérégrinations italiennes, outre Fiat, un partenaire digne d'elle, Sergio Leone, dont elle essayait d'imiter le style cinématographique, le brio en moins et beaucoup d'invraisemblances en plus.

Car enfin qui aurait bien pu envoyer ainsi une telle fortune à Citroën? — de 500.000 à 5 millions de francs selon les rumeurs. En paiement de quel « service »? Pourquoi choisir la poste pour un tel envoi?

Mais Citroën n'a pas fini d'innover dans tous les domaines, et aussi incroyable que paraisse l'histoire il ne s'agit nullement d'un scénario de mauvais western. Ceux qui rêvaient déjà de voir Thomas (responsable C.F.T.) ou Diaz (agent de secteur réputé) tenir le rôle de jeunes voyous au cœur tendre ont dû bien vite déchanter: le branle-bas qui secoue l'usine est bien réel.

La flicaille maison s'agite, questionne, interroge, et à l'heure où tous les spéculateurs cherchent à se débarrasser de leurs dollars, à Citroën on court après.

Le chef des flics de l'usine mène rondement l'enquête. Un à un, tous ceux qui, de près ou de loin, auraient pu avoir l'occasion d'approcher le colis, ont droit à un tête-à-tête avec ce triste sire.

Mais rien à faire, malgré le nombre des interrogatoires, malgré la variété dans les méthodes, le colis est toujours introuvable et aucun suspect ne s'avoue coupable.

Pourtant le chef des flics est un expert en la matière, il sait manier la finesse avec des questions d'apparence anodine mais lourdes de sens:

Mais Citroën n'a pas fini d'innover « Où avez-vous passé vos vacances? » « A quelle banque avez-vous ouvert e que paraisse l'histoire il ne s'agit nul-

« Votre femme ne travaille pas, alors comment arrivez-vous à boucler votre budget? » (sic).

Il sait aussi utiliser la brusquerie et la menace :

« Avouez, vous avez tout intérêt à avouer, car si on le voulait vous sortiriez de l'usine, menottes au poing. »

Mais malgré sa persévérance et sa connaissance des méthodes policières, la brute n'a pas encore trouvé le truand.

Et c'est une vraie catastrophe, car Citroën ne peut même pas faire appel à son ami Marcellin et à ses sbires en uniforme pour retrouver le fameux paquet. Après tout, ces dollars qui circulent en douce dans un colis postal, cela ressemble fort à une affaire louche, et si les représentants de l'ordre peuvent couvrir un certain nombre d'activités douteuses de leurs amis en fermant les yeux, ils ne peuvent tout de même pas prendre ouvertement la défense des voleurs quand ceux-ci se font truander.

Correspondant L.O.



### MARX-ENGELS

### Correspondance

TOME I - NOVEMBRE 1835 **DECEMBRE 1848** 

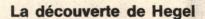
ES Editions Sociales sont en train de publier la correspondance de Marx et Engels. Le premier tome, qui couvre les années 1835 à 1848 vient de paraître. Quatorze autres volumes doi-

Les lettres qu'Engels écrivit entre dix-huit et vingt-deux ans publiées dans ce recueil sont inédites. Dans l'avant-propos, Gilbert Badia note les insuffisances des précédentes publications relativement complètes de cette correspondance, en particulier de celle de Bebel et Bernstein en 1913 qui présentait des lettres triées, tronquées, atténuées, ou «arrangées» suivant les besoins de la social-démocratie!

Ce premier tome se révèle passionnant à plus d'un titre.

Tout d'abord, la moitié de ces lettres, écrites lorsque Marx et Engels avaient entre dix-neuf et vingt-deux ans révèlent les deux hommes alors qu'ils n'étaient ni « socialistes », ni « communistes », ni, à plus forte raison « marxistes », mais deux jeunes intellectuels bourgeois allemands engagés dans les polémiques de la jeunesse libérale de l'époque. Et il est particulièrement étonnant et instructif de suivre « à vif » et presque pas à pas l'évolution de leur pensée philo-sophique et politique. Les quelques premières lettres de Marx sont déjà remarquables par la rigueur et la richesse de la pensée.

Dans une longue lettre de 1837, à son père, l'étudiant Karl Marx fait le point sur son évolution intellectuelle passée. Il s'y analyse sans complai-



L'intérêt qu'inspire cette espèce d'autoanalyse intellectuelle et la lucidité dont elle fait preuve tiennent à la façon avec laquelle Marx examine sa propre évolution. Las des polémiques formelles, déçu par l'idéalisme, Marx cherche un nouveau système philosophique qui prétend se référer à la réalité concrète. Il se désintéresse de Hegel (« J'avais lu des fragments de la philosophie de Hegel, mais je ne trouvais point de charme à ce baroque chant de sirènes.») pour y revenir bientôt (« J'appris à connaître Hegel d'un bout à l'autre »... « et je m'attachais de plus en plus solidement à cette philosophie d'aujourd'hui à laquelle j'avais pensé échapper... et j'étais saisi d'une vraie rage d'ironie, comme il était normal après tant de négations »). C'était un premier bilan gros de promesses.

La même année, Engels, de deux ans plus jeune que Marx et encore très mar-qué par son éducation religieuse, se dégage progressivement du mysticisme. Employé à contrecœur dans un comptoir de son père (un industriel), il n'en participe pas moins à tous les débats littéraires, poétiques, religieux et philosophiques du moment. Quand il ne livre pas ses préoc-cupations intellectuelles et religieuses à ses camarades d'étude, il déploie un merveilleux talent de mentor bien peu conformiste envers sa jeune sœur Marie. Toutes ces lettres sont de petits chefsd'œuvre d'amitié et d'humour ; Marie Engels avait la chance d'avoir un frère qui composait à son adresse des fantaisies théâtrales et des poèmes primesautiers... mais néanmoins édifiants. Que ce soit envers sa sœur ou ses amis, il ne ménage d'ailleurs ni ses talents de poète ni sa verve de caricaturiste.

En 1839, au même âge que Marx, mais deux ans plus tard, Engels s'initie à son tour à Hegel : « Je suis, en effet, sur le point de devenir hégélien [...] Sa philoso-phie de l'histoire est tout à fait conforme à ma manière de voir les choses.

Le 13 novembre 1839, le jeune Engels confie à ses amis ses espoirs de célébrité : une grande œuvre poétique, avec un « sujet grandiose ». Il veut écrire le « second Faust », celui où « Faust ne serait plus égoïste, mais se sacrifierait à l'humanité », celui « qui n'a pas encore été écrit ». Engels, le jeune polémiste libéral de talent, épris de liberté, pose ses jalons : « Je n'attends rien de bon des princes, sauf de celui dont les oreilles bourdonnent encore des gifles populaires et qui voit les pierres de la révolution faire voler en éclats les vitres de son palais », A 20 ans, le jeune hégélien qui pensait à une carrière de poète célèbre, avait donc déjà une bonne dose de lucidité po-

Le premier intérêt de ces lettres est donc de nous faire entrevoir la genèse de la pensée des deux révolutionnaires.

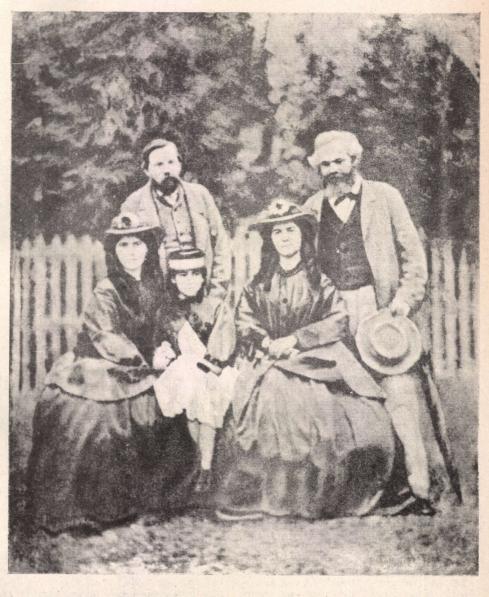
#### Un joyeux luron

En outre, elles permettent d'apprécier, quasi directement, la vaste culture, l'hu-mour et les talents les plus divers de Marx et particulièrement d'Engels dont les lettres de jeunesse sont ici les plus nombreuses. « Baragouinant » vingt-cinq langues (ses lettres sont émaillées de divertissements polyglottes), critique littéraire percutant, aussi brillant poète que fin caricaturiste, musicien à ses heures, tout en exerçant malgré lui son métier de négociant avec un sens pratique apparemment jamais en défaut, il trouve encore le moyen d'être un humoriste incorrigible, capable de prouesses en tout gen-

Il ne dédaigne pas se battre en duel parce qu'un imprudent l'a traité de « jeune sot » (et il semble manier l'épée avec autant de virtuosité que la polémique),

quand il ne règle pas allègrement leur compte à des philistins de province de la façon suivante : « Des gens de la sorte, j'en tue six d'un coup au cours d'une joute oratoire, alors que je suis à moitié ivre et eux complètement à jeun ».

A 25 ans, ce joyeux luron de génie confiait en toute simplicité à Marx qui savait être d'aussi joyeuse humeur : « Si je disposais de 5.000 francs de rentes, je ne ferais que travailler et m'amuser avec les femmes jusqu'à ce que je sois lessivé. Si les Françaises n'existaient pas, la vie ne vaudrait pas la peine d'être vécue ». Les pires difficultés matérielles, le travail militant le plus harassant, l'isolement le plus total, le travail intellectuel le plus rigoureux auraient été bien en peine de rembrunir deux personnalités de cette en-



### Du radicalisme bourgeois au matérialisme

En 1842, Marx est rédacteur en chef de la Rheinische Zeitung (La Gazette Rhénane). Au moment où le journal est interdit, Marx le caractérise de la façon suivante : « nous pouvons résumer la tendance de notre journal : prise de conscience, clarification opérée par le temps présent sur ses propres luttes et ses propres aspirations »... « Pour se faire remettre ses péchés, l'humanité n'a besoin que de les appeler enfin par leur nom ». Ce n'est peut être pas encore du matérialisme historique, mais c'est déjà plus que du libéralisme bourgeois radical. Loin de se lamenter de voir ses possibilités d'expression légale disparaître, en révolutionnaire authentique Marx lance au gouvernement prussien une manière de défi :

« Il est mauvais d'assurer des tâches serviles, fut-ce pour la liberté, et de se battre à coups d'épingles et non à coups de massue... Le gouvernement m'a rendu ma liberté. » « Je ne peux plus rien entreprendre en Allemagne, ici, on se falsifie soi-même. » Marx émigre à Paris. En 1843, il rencontre Engels. Leur amitié et leur collaboration a désormais commencé. Marx et Engels sont devenus beaucoup plus que des journalistes très radicaux. Leur correspondance traite désormais de problèmes politiques beaucoup plus précis, touchant à l'activité proprement militante des deux hommes. Les lettres commencent d'ailleurs à fourmiller de problèmes financiers, de démêlés avec les édi-

#### Une situation paradoxale

Ce n'est pas le lieu de retracer la biographie politique de Marx et d'Engels, car on ne peut aborder en quelques lignes les multiples péripéties politiques des deux hommes, leurs démêlés, leurs alliances avec les courants socialistes et communistes de l'époque qui forment la trame de cette correspondance. pour ne donner qu'un aperçu de l'intérêt de ces lettres, voilà à titre d'exemple, comment Engels s'adressant à Marx, qualifie les rapports délicats et ambigus qu'ils entretiennent avec un groupe d'artisans allemands communistes émigrés à Paris, à l'idéologie très confuse et influencés par les idées de Proudhon. « A nous ces types disent qu'ils sont « le peuple », les « prolétaires » et nous, nous ne pouvons qu'en appeler à un prolétariat communiste qui, en Allemagne, doit d'abord se constituer ». Ces quelques mots résument parfaitement la situation paradoxale de Marx et Engels à l'époque où la classe ouvrière n'était pas encore constituée (surtout en Allemagne et dans une moindre mesure, en France). Les lettres des années 47 et 48 comportent de précieux jugements sur les socialistes français; celles de 1848 sont, bien entendu, émaillées d'analyses sur la révolution de 1848 en France et en Allemagne (« Cette assommante farce de philistin qu'on nomme révolution allemande ! »). Si, par moments, les lettres d'Engels prennent l'allure d'une véritable biographie personnelle et politique, avec l'avantage inégalable d'être écrite par les auteurs eux-mêmes et au

jour le jour, un tel recueil de lettres offre aussi les inévitables difficultés de lecture propres au genre. Les allusions sont forcément nombreuses. Aussi, ne saurait-on trop conseiller de précéder la lecture de ces lettres de celle d'un bonne biographie de Marx, telle celle de Nicolaïevski « Karl Marx, l'homme, le lutte récemment chez Gallimard). L'intérêt des lettres en sera décuplé et cette excellente biographie politique comblera les longues éclipses du recueil; car, heureusement, il arrivait à Marx et Engels de pouvoir communiquer plus facilement que par des lettres laborieusement acheminées avec le risque de ne jamais parvenir à cause de la police.

Il reste que ces lettres gardent un gros avantage sur la meilleure des biographies : celui de saisir une pensée en formation, d'apprécier les avis, les jugements, les analyses, les polémiques des deux révolutionnaires sous leur forme la plus spontanée et souvent aussi la plus crue, celui aussi d'apprécier la culture encyclopédique et l'extraordinaire assurance intellectuelle de Marx et d'Engels. Et ce premier volume aide à comprendre comment ces deux hommes qui, dès 20 ans, pouvaient être comptés parmi les plus brillants intellectuels de leur époque, parvinrent à se placer du point de vue du prolétariat industriel qui commençait tout juste à se constituer, et à y consacrer leur vie et leur génie.

**Huguette CHEVIREAU** 

(Editions Sociales: 35 F).

### VICKI BAUM "Le bois qui pleure"

#### (ÉDITIONS INTERPRESSE - COPYRIGHT HÉRITIERS VICKI BAUM)

## La piste sans fin

Le livre de Vicki Baum que nous publions en feuilleton n'est pas à proprement parler un roman, mais une suite de nouvelles, centrée chacune autour d'un épisode de la culture, de l'exploitation et de l'industrialisation du caoutchouc. En effet, « Le Bois qui pleure » est le nom que les Indiens d'Amérique, bien avant que l'Amérique ait été découverte, avaient donné à l'arbre à caout-

La nouvelle « La Piste sans fin » a pour cadre le Brésil au milieu du siècle dernier. Elle met en scène les « seringueros », c'est-à-dire les saigneurs de caoutchouc. Ces hommes, à une époque où les plantations industrielles n'existaient pas encore, menaient dans la jungle une vie misérable à la recherche des arbres à caoutchouc qu'ils exploitaient pour le compte de grosses compagnies qui les tenaient jusqu'à la mort.

Ambrosio da Costa, vacher poussé par la misère, arrive à Belém pour devenir « seringuero ». Là, il rencontre Leocadia au cours d'une procession. Elle

décide de partir vivre avec lui dans la zone amazonienne.

Ils mènent alors une existence pénible, se heurtant à la jungle et à ses dangers et aussi à Felipe Mato, le « patron » et le beau-frère d'Ambrosio.

- Buvez.
- Merci, dit-il, et il but.
- En ce qui concerne l'argent, lorsque mon mari vous apportera son prochain chargement de borracha, lui direz-vous que sa dette est acquittée et qu'il peut s'en retourner à Ceara?
- Combien de borracha a-t-il?
- Pas beaucoup, patrao, mais la récolte vient à peine de commencer. Il aura au moins dix-huit arrobas, quand elle sera terminée.
- Non, il ne les aura pas, il est un mauvais seringueiro et je suis aussi un mauvais homme d'affaires, Leocadia. Mon cœur m'entraîne. Je perdrai beaucoup d'argent de cette façon... mais... j'enverrai le bateau à vapeur samedi pour ramener Aurelia et, quand la saison sera terminée, je dirai à Ambrosio que nous sommes quittes et qu'il peut retourner à Ceara
  - Qu'est-ce qu'Aurelia a à voir là-dedans?
- Qu'est-ce qu'Aurelia a à voir là-dedans? Ne sois donc pas idiote. Qu'est-ce qu'Aurelia a à voir!
- Vous voulez qu'Aurelia vous rende visite à vous et à Bertinha?
- Je veux ce que je veux, et tu sais ce que c'est. Je veux Aurelia, je veux qu'elle vienne habiter chez moi et qu'elle y reste quand vous partirez pour Cearâ. Je suis fou de cette petite guenon, je la veux

Leocadia regarda l'homme fixement, mais lui soutint son regard. Tout à coup, il éclata de rire et se donnant de grandes claques sur les cuisses

- Par le Christ et la Sainte Vierge, tu n'as tout de même pas cru que je payerais cent milreis pour toi? hurla-t-il. Quel espèce d'idiot penses-tu que je sois? Mais regarde-toi dans le miroir. Je suis un galant homme qui ne refuse pas une petite faveur à une dame... mais c'est plutôt toi qui devrais me payer! Laissons là ce malentendu. Tu m'envoies la petite Aurelia et ton diable de vaqueiro pourra partir pour Ceara ou l'enfer, pour ce que je m'en f... Tu comprends? Envoyez-moi la petite Aurelia à la maison samedi prochain.
- Sale peste, dit Leocadia, tremblant sous le choc de l'insulte, serpent, puanteur, poche de pus malade. Alors maintenant, il te faut des petites filles pour te chatouiller. Et tu es assez infect pour croire que je te vendrai ma fille.
- Ce n'est pas la peine de crier comme un putois parce qu'un oncle invite sa nièce chez lui. Quant à son jeune âge, tu ne m'as pas dit quel était le tien lorsque tu as été déflorée. Voyons, soyons raisonnables dans cette affaire. Vous voulez partir tous les deux et moi je veux quelqu'un de jeune et de gai dans ma maison. C'est une folie, mais je suis disposé à payer le prix. Si vous n'en voulez pas, vous pouvez abandonner ce marché, mais n'oubliez pas que je suis le patrao. J'ai été bon pour Ambrosio parce qu'il était mon parent, je lui ai confié mes meilleures estradas et je lui ai rendu la vie facile. Mais je peux aussi le traiter différemment. L'envoyer sur une estrada telle qu'il pourrirait et mourrait avant d'avoir pu extraire le moindre arroba. Je peux faire de sa vie un tel enfer qu'il préférerait être mangé par les piranhas. Et n'oubliez pas qu'il n'existe pas de fille que je ne puisse avoir si je le veux, dans mon district. Si je veux Aurelia, je l'aurai, avec ou contre

L'enfant, dans le hamac, s'était mis à gémir. Il repoussa la bandanna que sa mère lui avait mise sur les yeux pour qu'il ne puisse voir ce qui se

passait. Elle alla automatiquement vers le hamac et commença à le balancer. Le patrao descendit l'escalier en jurant et sacrant, il détacha son canoë du tronc auquel il était retenu. Son derrière, lorsqu'il se pencha, parut énorme. Le soleil brillait sur l'eau et sur les trois petits ananas au fond du bateau. Leocadia tremblait comme sous le coup d'une violente attaque de fièvre, elle était étourdie de dégoût, de révolte et de crainte. Elle se pencha en avant, prise d'une envie de vomir, mais soudain, le tremblement s'arrêta en elle et tout devint clair et précis. Pendant un seconde, elle se souvint du temps où elle était une petite orpheline et qu'un homme l'avait prise de force sous les voiles bleues de sa vigilena; cela sentait le poisson, le goudron, l'eau croupie, la sueur, la chaleur. La seconde d'après, elle était dans la hutte, la carabine d'Ambrosio à la main. Il fallait écraser la tête du serpent avant qu'il

- Patro, cria-t-elle. Ecoutez-moi, patrao!...

Felipe Mato s'éloignait du rivage. La pagaie à la main, il se retourna. Il s'aperçut alors qu'elle le visait et eut l'air très surpris. Quand la balle le frappa, sa bouche était grande ouverte ainsi que sa paupière vide. Il resta encore une seconde debout, s'appuyant sur ses genoux, avec l'air de ne pas comprendre ce qui lui arrivait. La pagaie lui glissa des mains, il fit le geste de s'accrocher dans le vide, s'affaissa et s'écroula la tête la première sur les ananas au fond de l'embarcation. La bateau s'éloigna doucement du bord, tourna deux fois sur lui-même dans les tourbillons que faisaient des troncs d'arbres submergés : un instant, il parut arrêté par un obstacle invisible et bascula doucement sur lui-même, puis, libéré de la prise d'une racine cachée ou d'une écorce, il fut entraîné par les eaux rapides dans un voyage sans but, en direction de Santarém.

Etant donné le climat des Amazones, le corps de Felipe fut retrouvé dans un état proche de la décomposition et il fallut brûler beaucoup de sel pour le conserver pendant la veillée de neuf jours. Quand Ambrosio et sa famille arrivèrent, très solennels et vêtus de leurs meilleurs habits, il était étendu, les mains jointes, la poitrine recouverte d'un mouchoir de soie. Tout Santarém s'était assemblé autour de lui pour manger, boire et danser et pleurer et pratiquer le cérémonial d'usage aux obsèques d'un riche patricio. Bertinha, agenouillée aux côtés de son mari défunt, brillait d'un nouvel éclat, ses joues ridées étaient fardées de rouge et une lueur bizarre étincelait dans ses veux Leocadia accomplit les rites sans plus de remords que si elle avait tué une puce. Pendant ce temps, l'enquête pour découvrir le meurtrier du patrao se poursuivait mollement, sans grand espoir, ni même désir de le trouver. Felipe s'était fait trop d'ennemis durant sa vie, et presque tout le monde aurait eu d'excellentes raisons de le supprimer. Cependant, par un procédé de lente élimination, le cercle se resserra autour d'Ambrosio et de sa hutte où Felipe avait été vu le matin de sa

Pendant toute cette veillée bruyante, confuse, arrosée d'alcool, Ambrosio imaginait, dans son angoisse, toutes espèces de moyens d'évasion. Il avait résolu de tuer quiconque mettrait la main sur Leocadia, obsédé qu'il était par l'idée de la sauver, de prendre sur lui-même la responsabilité de son acte et d'en subir toutes les conséquences. Depuis qu'elle lui avait narré ce qui s'était passé, d'une façon toute naturelle, comme elle aurait raconté un acci-

dent sans importance, dont elle était fière d'être l'auteur, il n'avait eu qu'une pensée : échapper à ce cercle vicieux, fuir les Amazones, redevenir lui-même, retrouver la vie qui avait été la sienne. Ça l'avait durement frappé, il avait senti tout à coup combien ce métal dont il était fait avait pu se rouiller au cours des longues années passées sur l'estrada. Il pensait désespérément à la fuite, pour Leocadia et pour eux tous. Mais il lui fallait de l'argent pour s'évader et s'enfuir, et lui, n'avait que des dettes.

Le troisième jour, alors que tout le monde était saoul de boisson et du vacarme que faisaient les gourdes en s'entrechoquant, il s'approcha de sa sœur et lui toucha l'épaule. Bertinha était agenouillée devant les restes de son mari qui se décomposaient rapidement. Le corps de Felipe, qui avait toujours été trop gras, s'était gonflé davantage encore sous l'effet de la chaleur. La mort ne lui conférait pas trace de la moindre dignité.

- Bertinha, il faut que je te parle, sortons un instant. Bertinha, assez heureuse d'être débarrassée un instant de sa corvée, se leva, secoua la poussière de ses genoux fatigués de veuve et suivit son frère.
- Je veux rentrer à la maison, Bertinha, à Muruça et le plus vite possible, dit Ambrosio quand ils se furent assis sur des souches entassées derrière la
- Oui, je sais, tu as eu le mal du pays très longtemps, caçula. Tu n'aurais jamais dû venir dans les Amazones.
- Ne veux-tu pas retourner avec nous à Muruça, chère sœur, souviens-toi, souviens-toi de l'air là-bas, sec et vivifiant ; et de la nourriture et de cette odeur de bétail!
- Que ferais-je à Muruça? Ici, le pays est meilleur pour une femme comme moi. Ici on m'apprécie, répondit Bertinha d'une façon tout à fait inattendue. Elle brossa en arrière ses cheveux collants et sourit de son sourire édenté. Sais-tu que j'ai déjà eu quatre demandes en mariage avant même que le corps de mon mari se soit refroidi, dit-elle
- C'est normal. Celui qui t'épouseras, épousera aussi le magasin et les estradas et tout le commerce et les richesses de Felipe, dit Ambrosio que la stupidité de sa vieille sœur exaspérait.
- C'est vrai. Mais le Melicante m'aime depuis des années. Depuis des années il m'a aimée et servie. Il a attendu patiemment le jour où je serais libre. Il est juste que tout ce que je puis posséder maintenant lui revienne.
- Tu veux dire que tu vas épouser le Melicante? dit Ambrosio, essayant de modifier ses plans et de les accorder à la tournure nouvelle que prenaient les
- Je sais ce que les gens diront, dit Bertinha, les joues en feu sous le rouge. Ils diront qu'il a tué mon mari pour se rendre maître de moi et du magasin, mais je peux prouver que cela est faux, je peux le prouver à n'importe quel tribunal et le jurer par tous les saints du paradis. Le Melicante ne m'a pas quittée une minute, le jour où Felipe fut tué et il a juré de ne pas rester tranquille tant que le vrai meurtrier de Felipe ne serait découvert et la preuve faite de son innocence complète et absolue; et si quelqu'un ose jamais prétendre que le Melicante fut mêlé à tout cela d'une manière ou d'une autre, je le citerai devant le chef et...

Elle s'excitait de plus en plus tandis que le cœur d'Ambrosio se resserrait de crainte et d'angoisse. Le Melicante était l'homme le plus rusé et le plus retors du Tapajós; il savait lire et écrire et tricher savamment dans les livres, de telle sorte qu'ils témoignaient toujours contre vous ; si le Melicante avait décidé de trouver le meurtrier de Felipe, il le trouverait. Et si le Melicante avait barre sur Bertinha et le magasin, les choses deviendraient pires encore pour les seringueiros qu'elles ne l'avaient jamais été.

- Bertinha, dit Ambrosio, je te souhaite d'être heureuse avec lui. Que la Vierge te bénisse, je te félicite. Mais Bertinha, tu dois m'aider, moi et ma famille à rentrer à Muruça. Par le souvenir de notre mère, tu dois nous aider maintenant.

- Que puis-je faire, dit Bertinha, je ne suis qu'une femme malade, une veuve sans époux...

- Je t'ai apporté toute la borracha que j'ai ré-

coltée, dit rapidement Ambrosio. Vingt-quatre arrobas, certainement. Je voudrais que tu me rayes mes dettes dans tes livres. Si je pouvais seulement calculer et écrire aussi bien que ton Melicante, je pourrais te prouver que je ne les ai pas payées une fois, mais dix. Je veux retourner à la maison. J'ai besoin d'argent et tu dois m'en donner. Je croyais qu'un jour je pourrais revenir riche à Muruca. Eh bien! j'y retournerai comme un mendiant et cela m'est égal. Mais tu dois me donner de l'argent pour payer notre voyage et tu dois le faire tout de suite,

- Pourquoi es-tu si pressé de partir, caçula? demanda Bertinha, les yeux étincelants d'une petite lueur bizarre. Ne serait-ce pas toi, par hasard, qui aurais tué Felipe ? murmura-t-elle tout à coup. Nº l'aurais-tu as tué pour te débarrasser de tes dettes? Et maintenant, tu veux que je te paye ton v yage de retour, moi sa veuve...

Le vacarme de la maison, les bruits de pas, les chants, les murmures qui s'élevaient et retombaient accompagnaient curieusement chacune de leurs paroles. Le visage de Bertinha se ferma en une expression d'invincible obstination.

- Pour ce qui est de ton crédit et de l'argent, je n'ai rien à y voir, dit-elle. Tu n'as qu'à t'adresser au Melicante. C'est lui qui possède tout maintenant. Parle-lui en. Il est ton maître à présent. Il est ton

Lorsqu'Ambrosio et sa famille, en route pour Santarém, avaient passé devant le petit village indien d'Itataibu, celui-ci n'était qu'un enchevêtrement serré de maisons endormies au bord de la rivière, avec quelques Indiens paresseux couchés dans leurs hamacs et pas d'autre bruit que le cri intermittent d'un coq dans les petits jardins potagers que les missionnaires avaient appris aux Indiens à cultiver. Quand neuf jours plus tard, ils repassèrent par Itataibu, ce n'était plus le même village. Une flottille de pirogues était rangée en bordure de l'eau et l'activité bourdonnante qui régnait sur la place faisait songer à une fourmilière en émoi. L'on apercevait des Indiennes qui fabriquaient des corbeilles, des femmes qui s'interpellaient, des femmes qui faisaient la cuisine, d'autres qui se disputaient. Des hommes faisaient la chaîne jusqu'aux pirogues et se passasient des paniers, des enfants couraient deci de-là et batifolaient, des chiens aboyaient et gambadaient, de la fumée s'élevait des feux de cuisine,

et là où le village se fondait dans la verdure des forêts, on voyait un grand nombre d'Indiens, l'échine courbée sous les arbres, comme s'ils cherchaient un trésor caché dans l'épaisseur du sous-bois. Au milieu de toute cette agitation, un homme debout, une canne à la main, donnait des ordres. Il avait son col de chemise ouvert et, sur sa tête, un immense chapeau de paille. Le spectacle paraissait si nouveau et si extraordinaire qu'Ambrosio amena son canoë jusqu'au rivage, curieux de savoir ce qui s'y passait.

- Salut, mon ami Ambrosio! cria l'homme à la chemise en agitant ses bras en l'air. Malgré tous ses soucis, Ambrosio ne put s'empêcher de rire.

- C'est ce vieux fou d'Anglais, dit-il à Leocadia, le Mistâr de Santarém.

Le Mistâr descendit vers le rivage pour les accueillir. Il avait l'air fort et bien portant. Il s'enquit poliment de leur santé.

- Alors, vous ne nous avez pas oubliés. Senhor Mistâr, dit Leocadia.

- Comment le pourrai-je jamais, répondit l'Anglais souriant et ne s'arrêtant plus de secouer la main d'Ambrosio. Vous m'avez déjà aidé, dit-il, voudriez-vous m'aider encore? J'ai besoin de bras. Voulez-vous travailler pour moi un jour ou deux, Ambrosio?

- Vous savez, Senhor, que je travaille au seringal de Felipe Mato, dit Ambrosio, et quoiqu'il soit mort lui pardonne la Vierge — je ne sais pas si je suis libre de saigner vos arbres...

- Il s'agit de tout autre chose, repartit le Mistâr. Voyez ce que font ces Tapuyos, ils ramassent les graines d'hévéa, les mettent dans des paniers qui seront expédiés par bateau dans mon pays. J'ai besoin d'un homme pour les surveiller et diriger leur travail. Ce sont des cochons de paresseux, comme vous le savez, et ce travail doit être exécuté rapidement.

Ambrosio resta la bouche ouverte.

- Emmener des graines de caoutchouc dans votre pays? demanda-t-il, complètement éberlué.

- Oui, et aussi vite que possible.

Et que veulent faire les gens de chez vous avec des graines de caoutchouc, Senhor Mistâr? s'enquit Ambrosio. Il est plus fou que jamais, pensait-

- Les planter.

- Les planter ? Qui a jamais parlé de planter des graines de caoutchouc! On m'a dit que dans votre pays, il n'y avait pas de soleil, Mistâr, et pas assez d'eau pour noyer une vache. Il semble que nous autres Brésiliens accaparons tout le soleil et l'eau.

- Ne t'inquiète pas de cela, Ambrosio. Ce qui importe à présent, c'est d'accomplir ce travail le plus rapidement possible. Nous devons avoir terminé le chargement cette nuit et partir demain. Un grand bateau ancré à l'embouchure du Tapajós doit emmener la cargaison en Angleterre. Penses-tu avoir le temps de m'aider? Je te payerai bien.

- Vous dites vraiment qu'un grand bateau va prendre le large, chargé de ces petites graines de caoutchouc? demanda Ambrosio émerveillé. Il sentit que Leocadia tirait sa chemise et il se retourna irrité : qu'y a-t-il femme ? dit-il sèchement. Laisse-nous parler entre hommes!

Sa famille se tenait alignée derrière lui. Leocadia en tête, assez belle à voir dans sa jolie robe, redres-

sant fièrement sa petite taille, comme si le fait d'avoir tué un homme lui avait rendu un peu de sa jeunesse. La petite Aurelia se cachait timidement derrière elle, presque une femme, et aussi gracieuse que les anges peints de la cathédrale de Belém. Puis venaient les fils aînés, jouant à se boxer l'un l'autre comme de jeunes chiens, tous deux pâles, avec de grands yeux comme en ont les enfants de la rivière. Le plus jeune s'accrochait aux jupes de sa mère, suçant son pouce, les jambes légèrement nouées, son petit ventre nu gonflé de farinha. « De toute sa vie, il n'a goûté le bon lait frais et tiède d'une vache », pensa subitement Ambrosio, et le désir de retourner à Cearâ le reprit comme une immense vague chaude. Leocadia tiraillait toujours sa chemise, avec une insistance croissante et, tout à coup, Ambrosio comprit ce qu'elle voulait.

- Le petit... nous l'avons appelé Enrique parce qu'il est né juste avant que l'on vous ait rencontré... dit-il drôlement.

- Très honoré, répondit le Mistâr, qui caressa la petite tête bouclée et noire.

- Ce vapeur dont vous venez de parler, il part demain et redescend la rivière vers Belém? demanda Ambrosio.

- Oui, il redescend la rivière, jusqu'à Belém et au-delà, à travers l'Océan, jusque vers mon pays.

- Il est doux à un homme de rentrer dans son pays, Senhor, dit Ambrosio. Le Mistâr continuait de lui sourire, mais ne trouva rien à répondre à cela.

- Senhor Enrique, dit Ambrosio, prenant son courage à deux mains, je serais très content de travailler pour vous aujourd'hui et tous les jours. Mais il faut que je vous demande quelque chose. Croyezvous... Serait-il possible... ce que je veux vous dire... enfin... croyez-vous que ma famille et moi nous puissions aller à Belém sur ce bateau?

Mais pourquoi pas, Ambrosio?

- Vous savez ce qu'il en est de nous autres seringueiros, Senhor? Je n'ai pas d'argent pour payer notre voyage. Peut-être pourrais-je travailler pour vous pendant le trajet, Senhor?

- C'est en ordre, Ambrosio. J'ai loué le bateau. Vous serez les bienvenus sur l'Amazonas, et mes invités! dit l'Anglais avec son drôle d'accent.

 Il faut que je vous dise encore autre chose. murmura humblement Ambrosio. Il y a une petite difficulté. La vérité est que j'ai encore des dettes à Santarém... Les autorités pourraient peut-être vouloir me garder...

Henry Wickham connaissait les Amazones et l'Orénoque; il avait vécu de longues années parmi les saigneurs de caoutchouc, les explorateurs et les aventuriers. Il n'était pas homme à s'embarrasser des menues irrégularités. Il regarda son ami de la jungle dont les yeux s'accrochaient aux siens et semblaient lui dire que ce voyage à Belém était une affaire de vie ou de mort. Probablement que ces indigènes désirent faire une grande et belle randonnée, pensait-il. Qui'ls en profitent. Ce brave Ambrosio va bientôt recommencer à transpirer dans une estrada quelconque, mais au moins se sera-t-il amusé une fois tout son content.

— Ne t'inquiète pas, Ambrosio, dit-il en souriant. L'Amazonas est un bateau anglais. Je dirai un mot au capitaine. Je suis certain qu'il ne refusera pas de te prendre, toi et la famille, sur le pont infé-

Béni soit le sein de la Vierge Marie, s'écria Ambrosio. Qu'elle vous bénisse et vous protège. Que Dieu soit toujours avec vous. Que tous les saints veillent sur votre personne. Il se mit à rire, débordant de gratitude envers le ciel qui venait d'accomplir, par l'intermédiaire d'un personnage aussi drôle que ce fou de Mistâr, le miracle qui le sauvait et le libérait à l'heure la plus désespérée. Que la Vierge vous bénisse, vous et vos petites graines de caoutchouc.

Le jour suivant l'Amazonas leva l'ancre, ses cales pleines de paniers contenant soixante-dix mille graines de caoutchouc, soigneusement empaquetées dans des feuilles de bananier. Henry Wickham, assis sur le pont supérieur, sirotait un verre avec le capitaine, se demandant comment il obtiendrait des autorités du port de Bélem un laissez-passer pour toute sa cargaison. Du pont inférieur montaient des accords de guitare et les mots langoureux d'une chanson

O boi sirigado Eh puxa meu gado O boi sirigado Pra Sao Benedito...

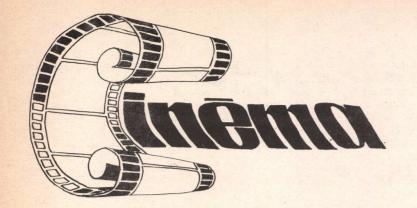
L'Amazone était sans limite, comme un océan. La ligne mince et plate des forêts disparaissait à l'horizon. A l'ouest des éclairs brillaient et un magnifique nuage était suspendu sur leurs têtes. Un moment, ils voyagèrent dans son ombre, puis ils le laissèrent derrière eux et filèrent bon train vers Belém. Petit et lointain, un autre vapeur remontait péniblement la rivière. Sur les eaux, comme une faible réponse, flottaient les dernières rimes de l'Aboio

> Pra Sao Benedito Eeeh boi... Eeeh boi... Eeeh boi.::

C'était un vapeur portant à bord soixante-dix hommes de Cearâ qui allaient travailler dans les

seringals du Haut-Amazone et du Tapajós, du Rio Negro, du Purus, de la Madeira et des centaines de petits cours d'eau où les seringueiros vivaient et mouraient sur la piste sans fin.





### MM "LES PROIES"

A guerre de Sécession touche à sa fin. Dans un Sud vaincu qui tire ses dernières cartouches, un soldat « yankee » (nordiste), grièvement blessé, est recueilli dans un pensionnat pour jeunes filles de la haute société.

Les pensionnaires de l'institution — dont la plus jeune n'a que douze ans —, la servante noire, l'institutrice et même la directrice, toutes ces dames voudraient le bel envahisseur venu du Nord pour elles, chacune désirant s'en attacher l'exclusivité, bien

D'où un dilemme cornélien pour le caporal Mac B. A qui accorder ses faveurs ? Comme il se trouve bien dans la place et qu'il n'est pas un ingrat, le nordiste convalescent se résoud (avec un zèle certain) à faire face à toutes les offres de service. Mais à vouloir trop bien faire, il se retrouve avec toutes ses amoureuses de la veille liguées contre lui.

On dit qu'après la saison des

amours la mante religieuse tue ellemême son partenaire mâle. Alors tentez d'imaginer ce qui peut arriver au seul mâle des environs, objet de la déception d'une demi-douzaine de mantes amoureuses et jalouses et qui est enfin livré à la discrétion de celles dont il a trompé l'attente! Mais la meilleure solution ce sera encore d'aller voir ce film.

Film d'atmosphère, très enlevé, Lesproies nous plonge pendant près de deux heures dans un cocktail particulièrement inquiétant. Celui d'un monde victorien, feutré et étouffant que traverse la violence dont fut secouée toute la société américaine, pendant la guerre de Sécession.

Une recommandation toutefois. Même armé d'un préjugé favorable pour les grincements (de scie) de l'humour noir, il vaut mieux ne pas avoir dîné avant le spectacle. Dans tous les cas, les champignons sont à proscrire formellement.

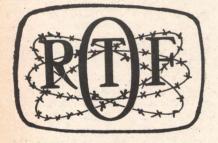
Pierre LAFFITTE.



### "Le sel de la terre"

« Le sel de la terre », le film d'Herbert Biberman, vient de faire sa réapparition sur les écrans parisiens (au New-Yorker, 43, rue du Faubourg-Montmartre). Nous ne pouvons que conseiller à tous nos amis ou lecteurs de voir (ou de revoir) ce beau film qui retrace l'histoire d'une grève de mineurs d'origine mexicaine dans le Sud des Etats-Unis.

Pendant son tournage, en pleine période de maccarthysme, l'équipe de réalisation fut d'ailleurs plusieurs fois attaquée par des gangsters payés par l'extrême-droite et le patronat. Un film qui n'a pas vieilli.



### "DOUZE HOMMES EN COLÈRE"

L s'agit de l'adaptation française d'une pièce de Réginald Rose écrite pour la télévision américaine et portée à l'écranpar Sydney Lumet dans un film dont la vedette était tenue par Henry Fonda.

Douze jurés sont réunis à la fin du procès pour décider de la culpabilité ou non d'un jeune garçon de 18 ans, accusé d'avoir poignardé son père. Siégeant à huis-clos, ils ne sortiront de la pièce que lorsque l'unanimité aura été faite sur l'une ou l'autre des deux hypothèses. Si cette unanimité

ne peut être faite, le procès est renvoyé devant un autre tribunal. Telle est la loi aux Etats-Unis où se déroule l'action.

Alors qu'ils ont à prendre une décision qui peut valoir la peine de mort à l'accusé, chacun d'eux va réagir en fonction de son caractère, de ses préoccupations ou de son indifférence, et surtout de ses préjugés, qu'ils soient individuels ou sociaux.

S'il fallait une démonstration comme quoi dans notre société la justice même démocratiquement constituée et contrôlée (le rôle des jurés est effectivement plus grand aux Etats-Unis qu'en Françe, leur choix soumis à moins de conditions) n'a qu'un lointain rapport avec la vérité, elle est faite par les douze hommes que nous voyons ici. Ou en tout cas par onze d'entre eux puisqu'il en est un, tout de même, pour essayer de secouer les préjugés, les faux-semblant ou tout simplement la paresse d'esprit et tenter honnêtement d'y voir clair avant d'envoyer un jeune de 18 ans à la chaise électrique.

### SÉLECTION DE LA SEMAINE

Mardi 21 septembre

21 h (2° chaîne) : « Oh! les beaux jours », de Samuel Beckett.

Mercredi 22 septembre

20 h 30 (2° chaîne) : « L'incendie du Reichstag ». Le 27 février 1933, dans la série « Les dossiers de l'écran ».

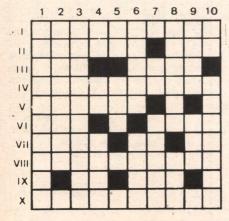
Jeudi 23 septembre

20 h 30 (1<sup>re</sup> chaîne) : Au théâtre ce soir : « Douze hommes en colère ».

Vendredi 24 septembre

22 h -5 (2° chaîne) : Visages du cinéma : « Stéphane Audran et Claude Chabrol ».





HORIZONTALEMENT. — I. Avaient vu rouge. — II. Elle montre les dents - Quand elle est blanche, elle est innocente. — III. Auxiliaire - Divin marquis aux instincts plutôt diaboliques. — IV. Tire dans tous les sens. — V. Dans la dent. — VI. La moitié de Nelson. - On y trouve plus de pétrole que de gazon. — VII. Rivière - Autant dire personne - Romains. — VIII. Se danse à Séville. — IX. Romains - Fabrique d'huiles. — X. Elles sont nécessaires pour pouvoir recevoir.

VERTICALEMENT. — 1. N'a pas besoin d'être élu pour être parlementaire. — 2. Mère, paraît-il, de bien vilains rejetons. — 3. Travail sur mesure. — 4. Lettre grecque - Auxiliaire - On dit qu'elle porte conseil. — 5. Héritage - Faisait bouillir dans le passé. — 6. Tour pendable - Limite contestée. — 7. Article étranger - Rivière d'Amérique. — 8. Apache à casquette - Supérieur aux U.S.A. - Majeur en Italie. — 9. A son hôtel dans de nombreuses villes, mais personne ne souhaîte y trouver lit - Dans le gigot. — 10. Personnel - Répudiées.

SOLUTION DU PROBLEME DU NUMERO 156

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
. 1	T	0	U	R	N	E	S	0	L	S
. 11	0		A	Z	1	M	U	T		0
111	C	G	T		٧	E	R	1	7	S
IV	S	E		٧	E	R		T	E	
V						1				
VI	N	1		S	E	T			٧	U
Vil		A	C	T	U	E	L	L	E	S
VIII	A	L	1	A	S		0	B	U	S
IX	R	E	A	L	E		В		S	T
X	A	S		E	S	P	E	R	E	

### A la suite de ses monnaies

### Le monde bourgeois en crise?

ALGRE l'absence de rebondissements spectaculaires pour l'instant, le monde s'est installé dans la crise monétaire. L'absence de rebondissements elle-même, a tout d'une veillée d'armes; elle n'est en rien un retour à une situation tant soit peu normale.

Chacune des puissances capitalistes reste dans l'expectative, s'installe dans le provisoire. Et les regards sont fixés sur Washington.

Tout se passe, en effet, comme si les gouvernements étaient persuadés que les Etats-Unis n'ont pas encore abattu toutes leurs cartes. Et dans l'attente aucun ne veut prendre de décisions qui pourraient se révéler ultérieurement désastreuses pour eux.

Même ceux qui avaient en principe accepté d'accéder aux désirs des Américains et avaient annoncé qu'ils étaient prêts à réévaluer leur monnaie, ne le font pas.

### Réévaluation sans contrepartie

Réévaluer, c'est handicaper ses exportations sur les marchés étrangers, en particulier sur le marché américain. en rendant le prix des marchandises exprimé en dollars plus cher. Sur les exigences de Washington, les principales puissances, en l'occurrence le Japon et l'Allemagne, dont les exportations en direction des Etats-Unis gênent le plus ceux-ci, ont cependant accepté, en principe, de faire ce sacri-fice. Ils l'ont fait en partie pour ne pas risquer d'être emportés par un déferlement de dollars spéculatifs. Mais ils l'ont fait aussi, parce qu'ils ont besoin du marché américain - le Japon y expédie près du tiers de ses exportations - et ils préfèrent encore y vendre dans des conditions plus difficiles que de ne plus y vendre du tout. En d'autres termes, le sacrifice d'une réévaluation eût été le prix payé pour que les U.S.A. ne pratiquent pas une politique protectionniste à outrance (contingentement, taxes à l'importation, subventions à l'exportation, etc.).

Encore faut-il que les Etats-Unis prennent des engagements dans ce sens. Et pour commencer, qu'ils lèvent la taxe de 10 % qui frappe depuis un mois tous les produits importés. Or, les Etats-Unis ne semblent nullement pressés.

Le Japon, principale victime des mesures protectionnistes américaines, vient d'en faire l'amère expérience. Lors des négociations récentes entre les deux puissances, les U.S.A. ont refusé de préciser à quel taux de rééva-luation du yen — et des autres devi-ses principales — ils accepteraient de supprimer la surtaxe de 10 %, ni même s'ils sont prêts à le faire, d'une facon sélective, à l'égard d'une puissance qui aurait accepté seule de consentir aux exigences américaines et de réévaluer.

Or, que peut cacher ce silence des U.S.A. ? Pourquoi se refusent-ils à formuler tout engagement qui laisserait transparaître leurs intentions futures?

Apparemment, ce que les autres puissances craignent, c'est que les Etats-Unis, non contents de les acculer à la réévaluation, se réservent la possibilité d'accentuer leur avantage en décidant, une fois les réévaluations faites, de dévaluer à leur tour. Et cela, sans préjuger du maintien d'une politique économique protectionniste à l'in-

Nul n'est évidemment à même de dire si les Etats-Unis s'engageront réellement dans cette voie. Mais, ou-

tion ou par le protectionnisme, seront obligées de livrer une guerre sans merci pour conquérir d'autres marchés. Et pour tenter de se protéger de la crise qui s'ensuivra, contre la concurrence internationale exacerbée, toutes les autres puissances seront amenées à leur tour à protéger leur marché intérieur, à essayer de remplacer les marchés étrangers rétrécis par des achats de l'Etat (politique de grands travaux ou armements), en un mot à s'orienter vers une économie de guerre sans guerre.

Les puissances capitalistes savent qu'elles ne peuvent guère se protéger contre les conséquences graves d'une éventuelle dévaluation importante du dollar ou plus exactement, que les remèdes logiques risquent de coûter aussi cher que le mal qu'ils seraient censés combattre. Le remède classique contre la dévaluation d'un concurrent consisterait à dévaluer soi-même. Mais le risque, c'est que les dévaluations successives des devises importantes aggravent à un tel point la méfiance dans les monnaies que, personne ne voulant accepter la monnaie des autres, le commerce international s'en trouve ralenti dans des propor-tions graves, réduit en fin de compte à de simples trocs. Les laudateurs du papier-monnaie en général, et du dollar en particulier ont de tout temps argué de ce que le stock d'or mondial est notoirement insuffisant pour assurer le volume actuel du commerce international, et que c'est précisément grâce au fait qu'une devise, le dollar, bénéficiait de la confiance universelle, que le commerce international avait pu atteindre le volume particulièrement important qui était le sien. Eh oui, se lement l'autre face de la médaille, c'est que l'effondrement de cette confiance, aggravée par l'effondrement de la confiance dans toute autre devise, entraînera un effondrement spectacu-laire et catastrophique du commerce international. Et soit dit en passant, les puissances capitalistes secondaires seraient là encore les premières perdantes car c'est encore les U.S.A. qui ont le moins besoin de vendre à l'étranger, et c'est encore eux qui ont le stock d'or le plus important pour assurer les achats indispensables.



L'effondrement du dollar entraînerait celui de toutes les autres monnaies et partant un effondrement économique que la classe ouvrière paierait par des milliers de chômeurs.

tre certains silences, d'autres indices incitent les autres pays à craindre ce qui serait de ce point de vue le pire pour eux. En particulier, le ton de plus en plus dur des dirigeants américains,

#### Le ton belliqueux de Nixon

Au travers des derniers discours de celui-ci, se dessinent les grandes lignes du programme sur lequel il veut s'engager dans la bataille des élections présidentielles. Liquider ou réduire les engagements militaires à l'extérieur en cherchant en particulier un règlement avec la Chine, réduire du même coup les dépenses extérieures. que ces engagements impliquent et le déficit de la balance des paiements qui en résulte, consacrer une part plus importante des dépenses étatiques ainsi économisées au marché intérieur. Refuser de s'engager dans la concurrence internationale avec le fleuret moucheté par la surévaluation du dol-

« Le moment est venu de prêter attention aux intérêts de l'Amérique ». Ou encore, « nous nous refusons nous battre dorénavant avec une main liée derrière le dos ». Les puissances capitalistes de moindre taille ont toutes les raisons de craindre que ce genre de déclarations ne soient nullement des mots en l'air, et que les Etats-Unis soient décidés à relancer leur économie au détriment des autres.

Car, en effet, que les U.S.A. décident de dévaluer, ou qu'ils choisissent de s'entourer d'une barrière protectionniste, cela se fera nécessairement au détriment des autres. Et là, pas seulement au détriment de ceux qui ont un besoin vital du marché américain. Car les marchandises japonaises ou allemandes, écartées du marché américain par une éventuelle dévalua-

#### La perspective d'une crise économique grave

Il n'est pas question de jouer les liste vient de montrer sa fragilité fonprophètes et de préjuger des décisions que prendront les uns et les autres, et les U.S.A. pour commencer. Ce qui est cependant patent, c'est que le monde capitaliste connaît une crise monétaire grave, plus grave que toutes celles qu'il a connues depuis la guerre. Et il ne voit pas comment s'en sortir en maintenant pour chaque économie la relative prospérité actuelle.

Pendant un quart de siècle, les difficultés économiques partielles, les crises locales, les récessions limitées apparues dans tel endroit ou tel autre du monde capitaliste ont pu être épongées avant qu'elles se généralisent, parce que les Etats-Unis étaient là avec leur économie prospère et avec leur dollar qui valait de l'or. Ce qui a fait exulter tant de panégyristes du capitalisme, ce qui a suscité tant de théories pour vanter la capacité nouvelle de l'économie capitaliste à surmonter ses crises.

Eh bien, en tous les cas, l'ère des illusions est close. Le système capitadamentale. Mais le risque, et il est grand, c'est que l'effondrement des illusions coıncide avec un effondrement économique grave, se traduisant par des milliers d'usines fermées, par des dizaines de millions d'ouvriers jetés à la rue, par le chômage généralisé et par les conséquences politiques qu'une telle situation engendre : la montée du fascisme.

La veille encore de ce tristement fameux « jeudi noir » de 1929, l'économie semblait se porter somme toute très bien. Quelques mois après la panique boursière, la crise était générale dans le monde capitaliste et en Europe en particulier. Quatre ans après, Hitler était au pouvoir en Allemagne.

Aujourd'hui, l'économie mondiale infiniment plus interdépendante. Les délais seront plus courts. La menace qui pèse sur le monde n'est encore qu'une menace mais elle est d'une gravité exceptionnelle.

Georges-KALDY.